

TRIBUNE

3

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

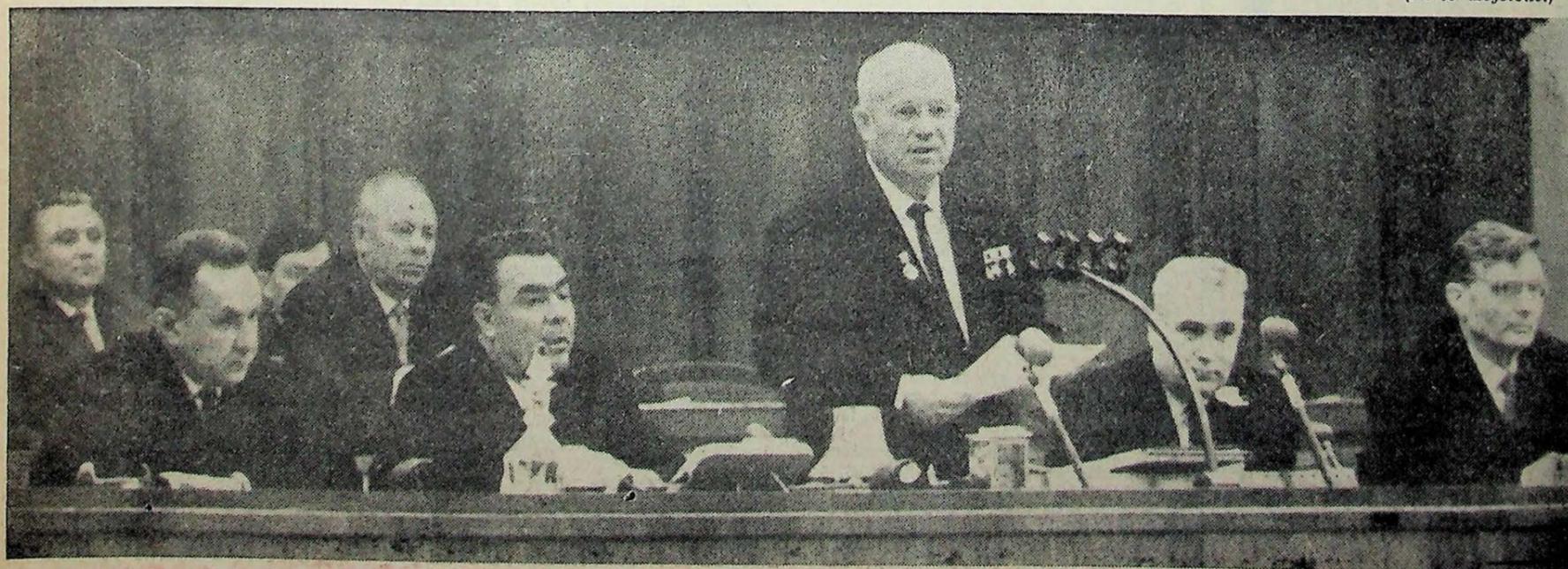
SOCIALISTE UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 212. — 31 OCTOBRE 1964

Une nouvelle révolution en octobre

(Photo Keystone.)



De gauche à droite : Kossyguine, Breinev, Khrouchtchev, Kozlov, Souslov.

(Page 121)

UNE PLAQUETTE SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

La C.F.T.C. publie une plaquette sur l'assurance-chômage dont l'auteur est notre camarade Gilbert Desouche, militant de la Fédération des Industries chimiques.

Ce document résume l'essentiel de ce qu'il faut connaître en la matière. Les insuffisances du régime légal des allocations de chômage — à la charge des communes — ont entraîné la création du régime de l'assurance-chômage défini par la convention C.N.P.F. - Syndicats du 31 décembre 1958 (publiée en annexe de la brochure).

Sont étudiées les institutions de l'assurance-chômage (gérée par les A.S.S.E.D.I.C. fédérées par l'U.N.E.D.I.C., groupements administrés paritairement) et l'organisation financière à base de cotisations patronales et ouvrières. Ensuite sont examinées les conditions à remplir pour l'attribution des allocations, les formalités à accomplir, les modalités de versement, le montant des allocations. Est également cité le projet de loi créant le Fonds national de l'Emploi (qui a pour but de favoriser le reclassement des travailleurs touchés par les reconversions), projet voté par le Parlement en 1963.

Un document utile à consulter, même si l'on considère, comme il est dit dans l'introduction, que l'essentiel est d'assurer le plein-emploi.

Rhône : Action municipale

La Fédération du Rhône organise un stage régional, sur les problèmes d'action municipale, les 5 et 6 décembre 1964.

Les militants et sympathisants des fédérations voisines, intéressés, sont invités à prendre contact, dès à présent, avec leur secrétaire fédéral, ou directement avec :

Jean Beaupère, 46, rue Henri-Gorjus, Lyon, tél. 29-96-24.

Le programme complet leur sera envoyé.

TRIBUNE LIBRE Conseil national des 7 et 8 novembre

Un article d'André Garnier

Le général de Gaulle a déjà commencé la campagne électorale du régime en se faisant applaudir au milieu des équivoques par des foules d'Amérique latine qui pouvaient saisir par là l'occasion d'exprimer leur hostilité aux Etats-Unis.

Pendant ce temps, la gauche française demeure divisée. Les chemins de son unité ne passent sûrement pas par l'adoption des conceptions gaullistes sur la démocratie ou le rôle du leader politique. Ils ne passent pas non plus par les formules rassurantes du genre « oublions ce qui nous divise, résumons ce qui nous unit ».

● A la vérité, le problème de l'unité de la gauche est lié directement à celui de son renouvellement. Il ne peut se résoudre progressivement que par l'évolution de chacune des composantes de la gauche en matière de programme, de stratégie, de méthodes, de langage. De même, tout pas réel vers l'unification favorisera la modernisation de chaque organisation.

Il y a, certes, des camarades que de tels propos effrayent. Ils craignent, en permanence, un abandon des principes et objectifs fondamentaux du socialisme. Comment se fait-il qu'il ne soient pas frappés par le peu de renouvellement, par exemple, des techniques d'action publique à une époque où les techniques de production, de consommation, de communication, de recherche évoluent rapidement ?

Pensent-ils vraiment que le socialisme pourra triompher dans nos sociétés industrialisées sans faire l'invention d'une stratégie nouvelle adaptée à la situation ? Croient-ils que la propriété sociale des moyens de production et la planification de l'économie — objectifs fondamentaux du socialisme — dispensent de définir un « modèle » de consommation et de civilisation (biens culturels, besoins collectifs, autogestion, urbanisme, etc.).

En réalité, le premier conservatisme que nous ayons à vaincre n'est pas celui qui empoisonne et paralyse le mouvement ouvrier et socialiste. Pour un trop grand nombre, le socialisme scientifique n'est pas d'abord une méthode d'analyse et d'action, mais plutôt une « idéologie » (au sens de Marx) que l'on doit vénérer. Et l'on s'en va, approuvant ou critiquant les idées générales mises en avant par les organisations, sans se préoccuper de leur mouvement réel.

● Pourtant c'est seulement quand, dans leur mouvement réel, les différentes organisations politiques et syndicales auront pris une direction unique — ou du moins des directions convergentes — que seront réunies les conditions objectives de l'unité.

Le rôle du P.S.U. peut être déterminant pour y parvenir. Doit-il répéter sans cesse la nécessité de l'unité et du renouvellement ? Oui, mais là n'est point l'essentiel. L'essentiel, c'est de mettre en avant des propositions qui obligent les organisations à discuter sur les réalités sociales d'aujourd'hui et définissent progressivement les voies de la démocratie socialiste. Nous luttons pour la réalisation du Front socialiste (partis et syndicats). Ce n'est pas en proposant des formules de rencontre du genre « conventions de l'opposition socialiste » que nous ferons aujourd'hui avancer les choses. Une « convention » pourra, un jour, constater et proclamer la convergence des diverses organisations. Mais pour que cette convergence « existe », il faut d'abord proposer un contenu au Front socialiste.

● De ce point de vue, les propositions soumises au Conseil national sur les élections municipales et présidentielles sont positives. La démocratie communale n'est pas à défendre, elle est à faire. Les idées que le Conseil national va adopter sur ce point capital (comités de quartier, commissions extra-municipales, etc.) feront leur chemin.

La plate-forme pour les élections présidentielles contient les éléments principaux d'un programme de rassemblement de toute la gauche autour d'un candidat unique.

Les textes doivent être améliorés grâce au travail des militants, des sections, des fédérations.

● Le parti peut constater, à la veille de ce Conseil national, que nos idées ont progressé. A la base, dans les milieux syndicaux, dans les situations et face aux problèmes les plus divers, l'idée passe de plus en plus qu'il ne suffit pas de dire non aux propositions du patronat, de la technocratie, du pouvoir gaulliste, mais qu'il faut mettre en avant des contre-plans. Sans doute, le mot « contre-plan » n'est pas toujours repris. Il y a des synonymes. Mais le fait est là : l'élaboration et la lutte pour des contre-plans est un élément d'unification du mouvement ouvrier et socialiste. Nous en avons eu un exemple, fort incomplet mais significatif, dans la Loire où les positions concrètes que nous avions prises pour les cantonales sur l'économie régionale ont été reprises en fait, plus ou moins, par l'ensemble des organisations à l'occasion de la lutte contre les licenciements. Ceci pour une raison bien simple. Appuyés sur des analyses scientifiques de la situation, nous avons réfléchi sur le problème régional et formulé les seules solutions répondant à l'intérêt actuel et futur des travailleurs.

Il est bien évident que le seul moyen de populariser dans les masses les réformes de structure (socialisations, contrôle ouvrier, etc.) qui doivent ouvrir la voie au socialisme, c'est de montrer quels sont les objectifs et résultats palpables qui pourraient être atteints grâce à ces réformes en matière de salaires, de durée du travail, de logement, etc.

Dans son « testament », Palmiro Togliatti écrit : « Cela exige un développement et une coordination des revendications ouvrières immédiates et des propositions pour une réforme des structures économiques (nationalisations, réformes agraires, etc.) dans le cadre d'un plan général de développement économique à opposer à la programmation capitaliste. Ce ne sera certainement pas encore un plan socialiste, parce qu'il manque les conditions d'un pareil plan, mais c'est une forme nouvelle et un nouveau moyen de lutter pour avancer au socialisme. » Ces idées ne sont pas nouvelles. Nous le reconnaissons. Mais le fait qu'elles aient été avancées par Togliatti revêt une très grande importance.

● Ces constatations positives doivent orienter le travail du Conseil national et nous dictent le sens que nous devons lui donner. Face au V^e Plan gaulliste, il ne suffit pas de définir les objectifs d'un contre-plan. Il faut, maintenant, proposer un contre-plan axé sur la durée du travail, le taux de croissance, l'utilisation du produit national, etc., des chiffres précis. Même si ce contre-plan est imparfait, il sera plus utile pour faire avancer le mouvement socialiste que toutes les démonstrations sur la nécessité de faire un contre-plan.

Oh ! certes, il est plus facile de parler d'augmentations de salaires, de réduction de la durée du travail, d'équipements sociaux, etc., sans rien chiffrer. Mais cette vieille méthode sonne creux. Les travailleurs comprennent bien ou sentent confusément que ça ne veut rien dire.

Si nous avons le courage de proposer un contre-V^e Plan, cela signifiera que le mouvement socialiste pourra, après discussion et élaboration entre toutes les organisations, faire la démonstration de sa capacité à prendre en main la gestion d'une économie moderne dans le sens de ses propres objectifs.

Ce contre-V^e Plan débouchera naturellement sur des réformes de structure au plan des socialisations, de la fonction d'investissement, de la gestion des entreprises, de la conquête et de la transformation des mécanismes du pouvoir d'Etat.

Il pourra être réaliste et ambitieux à condition de ne pas sous-estimer plusieurs éléments parmi lesquels :

— le gaspillage représenté actuellement par les investissements irrationnels ou somptuaires ;

— le rôle actuel (en matière d'accaparement de nombreuses heures travaillées, par exemple) des entreprises marginales et des activités parasitaires ou de spéculation (publicité, etc.).

Dans ces domaines, des mesures énergiques peuvent, dans un certain délai, permettre un accroissement du potentiel économique par élimination des gaspillages actuels.

● Tout ceci suppose, bien sûr, un Conseil national de travail et non un affrontement négatif de « tendances ». Ceux qui ont créé dans le parti une véritable fraction avec ses cotisations et sa discipline portent une lourde responsabilité. Il y a des fédérations où des camarades qui se déclarent « unitaires » ne font rien pour le parti et attendent, semblait-il, pour prendre leur carte (mais oui !), la veille du Conseil fédéral, sans doute pour pouvoir y voter. Ce n'est pas du bon travail. Bien sûr, il est normal que des camarades veulent faire triompher, dans le parti, leurs points de vue. Mais, à la manière dont certains mènent leur lutte, on constate qu'ils ont oublié une loi à laquelle aucune organisation n'a jamais pu échapper. A partir du moment où la dialectique des conflits internes détruit, de l'intérieur, une organisation, les questions d'orientation n'ont plus d'intérêt puisqu'il n'y a plus rien à orienter, si ce n'est une secte squelettique et déchirée. Après Alfortville, le P.S.U. a failli en arriver là. Le redressement du dernier congrès a permis de se remettre au travail. L'amélioration de T.S., la valeur des textes soumis au Conseil national, la préparation déjà commencée du contre-plan représentent un travail sérieux qui correspond à l'attente des militants et qui doit être poursuivi et développé.

Pour l'avenir de ce parti et du mouvement socialiste en général, le Conseil national de Lyon ne doit pas donner aux travailleurs l'image d'une organisation déchirée par la remise en cause permanente des décisions de congrès et les débats de procédure. Ce serait nous ridiculiser.

Je suis persuadé que l'immense majorité des militants souhaite, au contraire, des débats constructifs permettant de préciser, d'améliorer, voire de modifier les « plates-formes » sur lesquelles le parti doit se prononcer. Ce Conseil national de Lyon sera, enfin, une assise du P.S.U. tournée vers l'extérieur.

ELECTIONS MUNICIPALES

Le B.N. du P.S.U. vient d'éditer, pour la campagne des élections municipales, une affiche. Format demi-colombier, trois couleurs. Prix : 0,15 F l'exemplaire.

Cette affiche est immédiatement à la disposition des fédérations et des sections.

Des localités rurales aux villes industrielles, les murs doivent se couvrir des mots d'ordre du parti.

Commandes à : T.S., 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. Paris 5826-65.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgoulec 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F
Changement d'adresse	0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

pour quelques jours encore... prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois 49^f par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR L'AGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'AME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom
 Adresse.....
 Profession.....
 T.S. 10

éditorial

Les conditions de l'unité

LE prochain Conseil national, que nous avons voulu tourné vers l'extérieur et qui sera un événement important pour la remontée du P.S.U., marquera la volonté de notre parti de contribuer, par des propositions précises, à l'indispensable rassemblement des forces de gauche. Tous les militants du P.S.U. en sont convaincus : sans l'unité de la gauche, de ses formations politiques et syndicales, le régime gaulliste — expression politique du néo-capitalisme — ne peut être combattu efficacement ; en dehors de cette unité, il n'est pas d'alternative socialiste à ce régime.

Mais pour que ses propositions soient prises au sérieux, il importe que le P.S.U. donne lui-même l'image d'une unité qui n'exclut pas la libre discussion. C'est pourquoi, soit en demeurant dans le cadre de l'ordre du jour du Conseil national, soit en souhaitant que soient approfondies les questions sur lesquelles ont travaillé nos sections et fédérations, le Bureau national estime que ces assises doivent être l'occasion d'un large débat politique.

IL est bien clair toutefois que les confrontations d'idées, les controverses sur le programme, la stratégie et la tactique n'ont rien à voir avec les procès d'intention, les querelles personnelles, les luttes de clans et pour tout dire avec l'affrontement de tendances figées qui dégénèrent en fractions. Ce n'est qu'au prix d'un travail constructif que cela sera réalisé ; la discussion franche et loyale est la condition de la démocratie véritable et de l'efficacité ; elle est indispensable à l'unité du P.S.U.

A l'heure de la crise ouverte par le limogeage de Khrouchchev — crise qu'étudie par ailleurs Pierre Naville — les militants communistes eux-mêmes découvrent les limites d'un monolithisme apparent qui n'empêche pas les luttes au sommet, les dangers d'une fausse unanimité qui est incompatible avec la démocratie. Le jour viendra où ils mesureront le mal que de telles méthodes ont fait à l'unité socialiste. Ils comprendront qu'elles ont contribué à susciter par réaction l'opportunisme qu'ils déplorent dans la social-démocratie.

AUSSI bien l'unité d'action nécessaire à la poursuite d'objectifs limités ne pourra aboutir à la définition d'une stratégie commune sans un profond renouvellement des idées et des méthodes de tous les partis traditionnels, sans une rénovation de l'ensemble de la gauche.

Cela ne signifie d'ailleurs pas qu'il faille faire fi de l'expérience de plusieurs décades de luttes socialistes, méconnaître l'apport indispensable de la

tradition. On ne peut dépasser valablement que ce que l'on a soi-même intégré, qu'il s'agisse du marxisme ou d'autre chose. Un certain révisionnisme échevelé est le digne pendant du dogmatisme. Ceci étant admis, il faut apprécier à sa juste valeur une certaine démagogie « unitaire » qui prétend ignorer les conditions de l'unité. S'il y cédaient, le P.S.U. serait rapidement condamné à l'isolement ou à l'alignement.

L'UNITE ne saurait résulter pour nous de quelque recette magique, qu'il s'agisse de l'initiative prise par une organisation ou par un homme. L'unité sera le fruit d'un long travail de confrontation et de réflexion ; elle sera le résultat de multiples actions communes qui auront favorisé une évolution en profondeur des partis et des syndicats : luttes économiques et sociales, batailles électorales, etc.

L'unité se concrétisera par l'accord sur un programme. Non pas, comme le soulignait la semaine dernière Pierre Beregoyoy, un programme-catalogue auquel personne ne croit, mais un programme précis dont la réalisation constituerait une avancée décisive dans la voie du socialisme.

A Lyon, le P.S.U. apportera sa contribution à ce programme et à la définition d'une politique socialiste adaptée à notre pays et à notre temps. Par exemple, en ce qui concerne l'enseignement aussi bien qu'en matière économique et sociale, il montrera que les revendications les plus légitimes ne suffisent pas, qu'il faut opposer à la politique du Pouvoir des contre-propositions comportant des réformes de structure. Déjà à l'occasion du débat sur le V^e Plan au Conseil économique, les syndicats ressentent la nécessité d'esquisser un contre-plan.

En ce qui concerne les questions internationales, le Conseil national rappellera que la constitution d'une Europe indépendante est indispensable au triomphe du socialisme. En matière institutionnelle, il affirmera la volonté du P.S.U. de remettre en cause la V^e République sans revenir aux errements anciens.

CES objectifs essentiels étant définis, nous nous retournerons vers nos partenaires de la gauche pour les amener à formuler une opinion et nous les appellerons à mener une lutte commune contre le régime gaulliste et pour l'avènement de la démocratie socialiste. Ainsi nous aurons contribué à faire mûrir les fruits de l'unité.

Maurice COMBES.

ACTUALITÉS

L'éventail libéral

Nouveau et curieux jugement que celui porté sur la campagne de Gaston Defferre par l'ancien président du Conseil radical Bourges-Maunoury.

En désaccord « amical », selon la tradition radicale, avec les leaders actuels de la place de Valois, Maurice Faure et Félix Gaillard, il juge que la candidature de Defferre est « prématurée et unilatérale », et il souhaite la création d'un vaste parti libéral allant des indépendants au P.S.U. inclus.

Lisons entre les lignes. Bourges-Maunoury ne pardonne pas à « ses » présidents de n'avoir pas proposé un candidat radical, de s'être laissé prendre de vitesse et d'être obligé maintenant de suivre le mouvement.

La Dépêche de Toulouse, place forte



(Photo A.D.P.)

Maurice Faure : en désaccord avec les radicaux du Sud-Ouest.

du radicalisme républicain et laïc, aurait certes préféré soutenir un radical et Bourges-Maunoury exprime ainsi son regret.

Mais nous doutons fort que la proposition de « grand parti libéral » soit celle du journal de Mme Baylet.

A moins là encore que la condition inavouée soit : à parti libéral, candidat radical.

Mais combien ces vues de l'esprit nous rappellent les pires moments de la III^e et de la IV^e République.

Bourges-Maunoury parle sérieusement d'un Cartel des non allant des indépendants ex-Algérie française... au P.S.U. inclus.

Rassurons-le tout de suite. C'est exclu qu'il faut dire.

Jamais le P.S.U. ne se prêtera à de telles combinaisons. Il ne peut que sourire devant tant de fausse candeur.

ORTF province : on maquille

Maryvonne Dupureur, médaille d'argent du 800 mètres de Tokyo, est native de Saint-Brieuc. Le lendemain de sa course, une escouade de l'O.R.T.F. se présentait, ou plutôt faisait irruption, dans la cour de l'école Berthelot dont elle fut l'élève. Les opérateurs se mettaient aussitôt en devoir de filmer une leçon d'éducation physique. Ces gamines étaient peut-être des championnes en herbe.

« Ma foi, pensèrent les professeurs témoins de la scène, le film montrera toujours les baraques dans lesquelles nous devons faire classe. C'est peut-être un moyen de faire hâter la construction du futur lycée technique féminin... »

Mais, le soir, sur le petit écran, pas de baraques. A leur place, un magnifique portique, qui n'a jamais existé dans la cour exigüe, où il n'y aurait d'ailleurs pas de place pour le mettre. On l'avait probablement emprunté à un stade de la ville et projeté en surimpression sur l'image. Ça faisait mieux, évidemment, et M. Fouchet n'aurait pas à rougir !

Voilà qui donne un aperçu de l'objectivité avec laquelle on nous dispense les informations. Il ne faut même pas croire les photographies : on peut les truquer.

Il faut ajouter un détail : pour

doter l'école Berthelot d'un portique imaginaire, l'O.R.T.F. n'avait même pas sollicité la permission des autorités académiques ou de la directrice. Par contre, quelques jours plus tard, les parents d'élèves qui venaient constater de leurs propres yeux, et sans écran, l'état défectueux des locaux où travaillent leurs enfants, se virent refuser l'entrée par ordre de M. Fouchet.

Tout commentaire est superflu.

J. G.

Herzog : contre le doping 20/20 contre la publicité 0/20

Prudent au départ de la délégation française, Maurice Herzog a pu faire un compte rendu favorable de la présence française à Tokyo.

Nous considérerons quant à nous que la prestation des athlètes français ne doit pas être mise en cause. Ils ont fait certainement le maximum et on ne peut leur tenir grief de n'avoir pas récolté les médailles d'or.

Côté vedettes, cela peut aller, mais la rareté de nos vedettes, le style « idole » qui en est résulté, la vague publicitaire qui a déferlé sur les Jazy, « Kiki » Caron, Gottvallès... tout cela n'était pas fait pour leur permettre de lutter avec toute la décontractation nécessaire.

Quand on est le (ou la) « seul » à porter sur ses épaules le « destin » de son pays, on peut flancher bien plus que lorsqu'on est l'un des éléments d'une équipe soudée et nombreuse.

Herzog le reconnaît. Il en donne des raisons que nous ne pouvons faire nôtres (celle de la guerre d'Algérie entre autres). Les prétextes avancés par le gouvernement gaulliste sont vraiment de pauvres arguments.

La grande presse, elle-même, fait après Tokyo le procès de l'équipement sportif du pays. Cela fait des années que nous dénonçons le manque de professeurs et la vétusté des installations sportives, que nous disons qu'il est impensable que des lycées se construisent encore sans salles de gymnastique, qu'il est intolérable que depuis près de quinze ans certains établissements scolaires n'aient aucune salle ni préau pour faire l'éducation physique.

La V^e République n'a rien à envier à la IV^e en ce domaine.

Tant que les crédits nécessaires ne seront pas accordés, tant que l'éducation physique ne sera pas une discipline scolaire au même titre que les mathématiques ou le français, tant que la formation, dans les écoles ou hors des écoles, dans les usines ou les chantiers, ne permettra pas un travail en profondeur, nous ne réussirons pas à créer le sport de masse. C'est de celui-là seulement que peuvent surgir les athlètes de demain.

A propos du « doping », devenu le cheval de bataille de Maurice Herzog, nous le condamnons fermement, mais que pense-t-on au gouvernement du « doping moral » qu'ont subi plusieurs de nos athlètes ?

Par exemple, imaginons que, à la veille de Tokyo, des contrats miro-



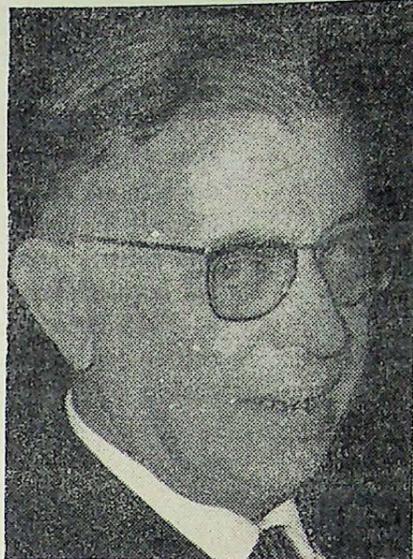
(Photo A.D.P.)

Herzog : autosatisfaction.

bolants aient été offerts à Michel Jazy (pour ses mémoires... pour représenter « longtemps » une boisson gazeuse... pour gérer d'ici quelques années un hôtel de luxe...) à condition qu'il décroche la médaille d'or. Imaginons, dis-je ! Comment pourrait-on penser que cette perspective n'ait pas joué sur les nerfs de cet athlète et n'en ait pas diminué les possibilités ?

Courir pour vaincre. C'est bien. Courir pour vivre mieux. C'est trop. Sachant cela — et il ne pouvait l'ignorer — M. Herzog était loin du baron de Coubertin. Il est vrai que, dans un régime où tout s'achète, où le seul critère est l'argent du grand capitalisme, cette préoccupation était de bon ton.

On en a vu les résultats.



(Photo A.D.P.)

Sartre : non, no, niel...

Sartre : à aucun prix

Prix Nobel malgré lui, Jean-Paul Sartre, en refusant cette distinction, s'est longuement expliqué sur les raisons motivant sa décision. Nous n'y reviendrons pas. Nous en reconnaissons le bien-fondé et nous sommes heureux que le philosophe français soit ainsi resté fidèle à une certaine conscience de son métier.

SOCIAL

Pour un mouvement généralisé dans le secteur public

Curieuse rentrée. En dehors des salariés touchés par les licenciements et les conversions, il n'y a que les agriculteurs qui font grève et manifestent. On n'assiste à aucun mouvement d'envergure dans le secteur public ou dans le secteur privé. Les syndicalistes disent : « Le climat n'y est pas ».

Et cependant les travailleurs du secteur public sont les principales victimes du plan de stabilisation reconduit *sine die*. Pompidou l'a d'ailleurs reconnu implicitement lorsqu'il a déclaré à la télévision en présentant le budget de 1965 : « Les commissions nées du rapport Toutée vont se mettre au travail et examiner les comptes de 1963 dans les entreprises nationales. Mais j'estime que, dans le cadre du plan de stabilisation, il n'est pas raisonnable d'aller au-delà de la hausse des salaires du secteur public de 1 % par trimestre. Il est vrai que les salaires du secteur privé vont plus vite, mais mon intention n'est pas de rattraper le cheval qui va plus vite, car ce serait le meilleur moyen de se casser la figure. »

Voilà qui est net. Il est vrai que le gouvernement compte aussi pour freiner la hausse des salaires dans le secteur privé, sur le blocage des prix (comme l'a souligné la C.F.T.C.) et sur une certaine détente du marché de la main-d'œuvre favorisée par les licenciements et les réductions d'horaires (ainsi que l'a reconnu la revue *Entreprise*).

Grâce à cette situation, les salariés se doivent de réagir, en particulier ceux du secteur public qui reprochent au gouvernement de ne pas tenir ses engagements sur le « rattrapage » nécessaire pour combler le retard pris par leurs salaires dans les neuf premiers mois de 1963, an-

Mais ce refus nous porte à réfléchir sur le sens et la portée de ces « consécration » internationales, sommet de la reconnaissance universelle, qui veulent récompenser les meilleurs et les honorer dans les fastes royaux et populaires.

J.-P. Sartre refuse le Prix Nobel, consécration occidentale, qui académise ceux qu'elle distingue et qui bien souvent est décernée avec des arrière-pensées, politiques n'ayant rien à voir avec la valeur littéraire.

Rappelons-nous Boris Pasternak. Rien dans son œuvre ne justifiait pareille distinction. Et le prétexte du « Docteur Jivago » éclata aux yeux de tous. L'Occident jouait un bon tour au monde communiste. Il le provoquait. On oubliait Chokolov ; on intronisait Pasternak. Ce dernier fut le premier surpris. Et il refusa le prix. Ce ne fut pas seulement un ordre : malgré son immense orgueil, il savait ne pas le mériter.

Et pourquoi en France Albert Camus et pas Aragon, par exemple ? Pour quels critères ou pour quelles arrière-pensées ? Et Mauriac ? Enfin !

J.-P. Sartre refusa également le Prix Lénine, consécration du monde de l'Est, dont les conditions de désignation restent aussi mystérieuses que le Nobel. Là aussi, il y a des arrière-pensées politiques. C'est bien souvent une récompense de fidélité à l'orthodoxie, ou au service rendu, ou au service à rendre.

Quelle signification, du reste, à ce prix qui s'est appelé « Staline » sous le règne du dictateur géorgien ? Demandons-le, par exemple, à Laurent Casanova qui fut exclu du P.C. un mois après avoir été décoré. A Pietro Nenni, qui le renvoya quelques années après l'avoir reçu !

Où, J.-P. Sartre a raison. Il y a nettement dévaluation de ces consécration. Et l'écrivain à la gloire reconnue n'a rien à faire dans ces étranges coulisses de la célébrité.

On pourrait certes en dire autant de tous les prix qui courent les avenues littéraires. Bien souvent, là aussi, les arrière-pensées sont celles des éditeurs et de leurs savants dosages pour orienter la concurrence.

Il est vrai que, concrètement, les profits peuvent calmer les problèmes de conscience.

Nous comprenons J.-P. Sartre, mais comment se fait-il qu'il n'ait pas réussi à convaincre Simone de Beauvoir de refuser le Prix Goncourt ?

térieurement à l'application du plan de stabilisation.

La volonté du gouvernement de traiter de la même façon l'ensemble des travailleurs du secteur public (fonctionnaires et agents des entreprises nationales) et aussi le fait que les mouvements antérieurs, même lorsqu'ils ont réussi, n'ont pas donné de résultats, tout cela amène les organisations syndicales à préconiser un mouvement d'ensemble des salariés relevant de l'Etat.

Benoît Frachon l'a clairement souligné au nom de la C.G.T., dès la fin de septembre, en mettant l'accent sur l'unité d'action : « Je pense que tous les intéressés accueilleraient avec enthousiasme la constitution d'un cartel de toutes les organisations, réalisé avec l'unique souci d'assurer le succès des revendications où seraient fixés d'un commun accord les buts à atteindre et déterminer de la même manière les formes de la lutte et les conditions de sa poursuite. » Et le leader cégétiste avait ajouté : « Nos organisations le souhaitent et les adhérents des autres organisations aussi. Cela est possible si tous en formulent impérieusement l'exigence auprès de leurs directions. »

De son côté la C.F.T.C., si elle n'est pas prête à se soumettre à une telle injonction, a constitué un comité de liaison des fédérations des secteurs public et nationalisé afin de préparer une action « concertée, coordonnée et de longue haleine » des travailleurs de ces secteurs. Un tract diffusé au nom du comité de liaison évalue à un peu plus de 6 % le retard pris par les salaires publics par rapport à ceux du secteur privé depuis le 1^{er} janvier 1963. A l'occasion de la sortie de ce tract, les dirigeants

C.F.T.C. ont déclaré : « Une ou plusieurs journées de grève sans lendemain lassent inutilement les travailleurs. La dernière action de ce genre, celle du 18 mars 1964, où de nombreuses difficultés sont apparues entre les fédérations d'une même industrie nationale et entre les fédérations des secteurs public et nationalisé, a démontré la nécessité d'appeler les travailleurs de ces sections à agir en liaison sur un programme commun. »

On se souvient que le 18 mars, seule la C.G.T. avait lancé toutes ses forces dans la bataille. Certaines fédérations C.F.T.C. et F.O. n'avaient pas participé à l'action.

Il n'en était pas de même de la Fédération F.O. des cheminots qui, par contre, avait refusé de participer le mois suivant à la grève lancée par les cheminots C.G.T. et C.F.T.C. parce qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement d'ensemble du secteur public. Rappellant l'échec de cette grève dans le *Rail Syndicaliste*, organe des cheminots F.O., Edmond Questerbert ajoutait récemment à l'adresse de la C.G.T. : « A ce sujet précisons que nous ne sommes nullement complexés de n'avoir fait que seize fois la grève durant le temps où la C.G.T. revendique comme une gloire particulière d'en avoir déclenché trente-neuf. »

Quoi qu'il en soit, ces chiffres laissent rêveur. L'abus des débrayages sans résultat ne peut qu'émauser l'arme de la grève. Il faudra un accord général et un programme revendicatif sérieux pour que les travailleurs soient disposés à marcher à nouveau.

Toutes les organisations en paraissent maintenant conscientes, y compris la F.E.N. qui déclarait récemment : « A une position gouvernementale d'ensemble doit répondre une réaction générale de l'ensemble des travailleurs dont la rémunération dépend de l'Etat. »

Le P.S.U., qui a toujours été favorable à des actions coordonnées, se félicite de cette prise de conscience. Il reste certains obstacles à lever : l'ostracisme de F.O. à l'égard de la C.G.T. et celui de la F.E.N. à l'égard de la C.F.T.C.

Actuellement, l'heure est encore



Le P.C. a proclamé tout d'abord ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des camarades soviétiques, puis il a décidé d'envoyer une délégation (ci-dessus) à Moscou... (Photo Agip.)

aux discussions. Les commissions de Grégoire se sont réunies à la S.N.C.F., à l'E.G.F., dans les charbonnages, à la R.A.T.P. Les syndicats sont hostiles à une définition de la masse salariale qui ne leur laisserait d'autre possibilité que d'intervenir dans la répartition des crédits octroyés par le gouvernement pour chaque entreprise (déjà la Fédération F.O. des cheminots a quitté la commission).

Le conflit est inévitable mais pour qu'une action d'ensemble soit déclenchée, au niveau du secteur public, il faut que les conditions soient mûres, il faut créer une volonté de lutte chez les travailleurs.

M. C.

FORCE OUVRIÈRE :

Congrès des industries chimiques

La Fédération F.O. des Industries chimiques a tenu son congrès, à Tours, les 16, 17 et 18 octobre. Cette Fédération est une des plus dynamiques de Force Ouvrière et ses effectifs sont en progrès.

Le rapport, présenté par son secrétaire général, Labi, au récent congrès de la Fédération, étudie l'évolution du capitalisme à « l'ère des organisations » et met l'accent sur les droits syndicaux dans l'entreprise. Il préconise la « création au sein de chaque entreprise d'une commission paritaire où les syndicats seraient directement représentés par des délégués désignés par eux et en proportion du nombre de voix recueillies par chaque organisation ; pouvoir à cette commission paritaire d'examiner tous problèmes généraux ou de détail sur la vie et la marche de l'entreprise (investissements, production, ventes, emploi, revendications, conditions de travail, etc.). Ces commissions donneraient naissance à des conseils économiques et sociaux régionaux et à « un nouveau Conseil économique et social, nouvelle chambre des producteurs ». Le Plan actuel est également condamné, aussi bien dans la façon dont il est élaboré que pour son contenu. Selon Labi, il s'agit de réaliser « la promotion du syndicalisme en « organe de production et de distribution », comme le disait notre Charte d'Amiens.

Cette affirmation a conduit certains responsables Force Ouvrière à se demander si le syndicalisme « moderne et progressiste » n'était pas une version nouvelle de l'anarcho-syndicalisme, laquelle n'a pas eu que des prolongements positifs sur l'action du mouvement syndical.

Il faut reconnaître qu'une analyse politique plus profonde aurait permis d'éviter cette interprétation ; il est, en effet, indispensable de discuter des rapports entre syndicats et partis ainsi que sur la nature et le rôle de l'Etat pour affirmer dans la clarté ce qui doit être la « promotion du syndicalisme ».

Cette thèse paraît confirmée également par la façon dont est posé le

problème de l'unité syndicale dont Maurice Labi dit, avec raison, qu'elle est souhaitée par les jeunes. Il s'agit d'amener la C.G.T. et la C.F.T.C. à « accepter que le syndicalisme soit indépendant des patrons, des églises, des partis et des gouvernements ».

En ce qui concerne la C.F.T.C., le leader F.O. demeure méfiant et se demande si la « déconfectionnalisation » ne cache pas la volonté de « mieux faire rayonner la pensée sociale chrétienne et papale ». Sans vouloir s'éterniser sur les disputes du passé, il assure : « Lorsqu'un des dirigeants de la C.F.T.C. déclare qu'il a pressenti dès 1937 le rôle historique que son organisation pouvait jouer, alors qu'elle faisait encore figure de jaune, il commet un contre-sens historique d'autant plus grave qu'il est professeur dans une grande école. »

Pour ce qui est de l'évolution des communistes et de la C.G.T., Labi assimile trop rapidement celle-ci à un ralliement au point de vue de la vieille sociale-démocratie. Et n'est-ce pas un vœu pieux de demander que soient rompus les liens qui demeurent entre les dirigeants cégétistes et le communisme ?

Si l'autonomie du syndicalisme est nécessaire — même dans une société socialiste — le rapprochement entre les organisations doit se faire avant tout par un accord sur des problèmes concrets, par exemple par une prise de position en faveur d'une véritable planification démocratique.

Indiquons, enfin, qu'après des débats très animés, son rapport d'orientation et d'activité, présenté par Maurice Labi, a été adopté par 179 voix contre 97 et 20 abstentions. Le renouvellement de son mandat de secrétaire général a été acquis par 173 voix contre 133, ce qui montre bien que Maurice Labi, porte-parole d'un courant, a été élu sur l'orientation qu'il proposait ; le débat et ses conclusions ont donc été très clairs. Il reste que la discussion doit demeurer ouverte. Elle peut préciser certains points et finalement consolider l'unité d'une des Fédérations les plus dynamiques de Force Ouvrière.

MOSCOU

Les voyages d'un nouveau genre

« Nous sommes favorables à des débats, publics même, entre les partis et sur des problèmes d'intérêt commun, afin d'intéresser toute l'opinion publique, ce qui exige, bien entendu, que le débat soit mené en des formes correctes, et non pas avec la vulgarité et la violence employée par les Albanais et les Chinois. » Cette phrase est extraite du rapport Togliatti, mais depuis que ce rapport a été publié, il ne s'agit plus des Chinois ou des Albanais, mais bien des Soviétiques eux-mêmes. Si les échos des réflexions que se fait le peuple soviétique ne nous parviennent pas, celles des partis communistes sont désormais officielles. Sauf en Hongrie, les dirigeants demandent qu'on leur rende des comptes. Le débat n'est pas public, comme le souhaitait Togliatti. Le problème est même de savoir s'il y aura débat. Quoi qu'il se passe à Moscou cependant, un grand pas a été franchi.

Le P.C.F. a été le premier à réagir et à annoncer l'envoi d'une délégation. Il y a eu, en une semaine, plus qu'un changement de forme. Au lendemain du limogeage de Khrouchtchev, *l'Humanité* feignait de croire à la sénilité du leader soviétique. Cinq jours plus tard, elle demandait des explications sur les conditions et les méthodes de son renvoi. Le P.C.F. a proclamé tout d'abord ne pas avoir le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des « camarades soviétiques qui ont pris leurs décisions en toute indépendance ». Désormais, il retrouve... un élan internationaliste et s'estime concerné. Il semble, en fait, que la base ait réagi et que la direction ait décidé de jeter du lest. Si c'était là la seule conséquence que le putsch de Moscou ait produite sur le P.C.F., ce serait déjà une bonne chose.

Khrouchtchev a encore de l'influence

Mais il n'y a pas que le P.C.F. qui fasse le voyage de Moscou. Les délégations affluent dans la capitale soviétique : les Italiens, les Autrichiens, les Belges, les Scandinaves, les Indiens, etc., s'y rendent. Le Polonais Gomulka a même provoqué le déplacement sur sa frontière de Brejnev et de Kossyguine. Bref, le « bloc » soviétique se fissure un peu plus et le monde communiste connaît une mobilité qui n'avait jamais été sa principale caractéristique.

A la lecture des divers communiqués, cependant, on s'aperçoit que le ton varie peu et qu'ici et là on regrette finalement que Moscou n'ait pas pris des « formes » pour décréter la disgrâce de Khrouchtchev, n'ait pas respecté certaines habitudes qui permettent les « rétablissements » auprès des militants exigeants, et ceci est d'autant plus grave que

M. « K » était devenu un personnage populaire. Le seul communiqué qui aille plus au fond est, une fois encore, celui du P.C. italien. On y lit cette phrase : « Le débat doit être développé dans le respect réciproque de façon à ménager la possibilité de parvenir à une nouvelle et effective unité sur l'articulation et la différenciation du mouvement ouvrier et communiste ». Autrement dit, le P.C.I. saisit l'occasion pour tenter d'amorcer un dialogue que la mort de Togliatti n'avait pas permis et, à propos d'un signe particulièrement évident de l'absence de dialogue, relance des questions qui nous concernent tous, et qui touchent au développement du socialisme. Un secrétaire du P.C.I. n'avait pas tort d'écrire la semaine dernière que le fait qu'il y ait eu des réactions de la part des divers P.C. constitue un progrès. Et, comme pour bien mettre les points sur les i, il estimait que cette situation n'aurait pas été possible sans dix ans de « khrouchtchévisme ». Donc, même après sa mort politique, Khrouchtchev a encore une influence. En fait, il est impossible de revenir en arrière. L'ennui est que personne ne sait où l'on va.

Attendre la nouvelle génération ?

C'est en U.R.S.S. que l'évolution est la moins sensible. Les cadres moyens du parti sont sans doute plus à leur aise maintenant qu'il y a quinze jours : ils ont retrouvé des maîtres qui sont « sérieux », dont le langage est sans surprise et qui ne feront pas de discours improvisés. Cependant, les visites des délégations étrangères sont annoncées dans la presse et le peuple soviétique sait bien qu'il ne s'agit pas là de la conférence préparatoire au « sommet » prévue pour décembre... Après avoir tardé, la campagne d'explication a été entreprise. M. « K » n'y est pas présenté comme un vieillard cardiaque, mais comme quelqu'un qui ne respectait pas les règles de la direction collégiale et qui prenait des initiatives solitaires. Une fois encore, on s'en prend à un homme. Khrouchtchev n'avait pas fait autrement pour Staline et ses « héritiers ». Il se voit appliquer les méthodes qu'il a utilisées contre ses prédécesseurs. C'est que procéder autrement reviendrait à remettre en cause toute une conception du socialisme. L'U.R.S.S. reste engluée dans son passé stalinien. Emettons une hypothèse pour conclure : le vrai dégel n'interviendra probablement en U.R.S.S. que lorsque arriveront à l'âge des responsabilités des jeunes qui diront : « Staline, connais pas. » Mais ce ne sera plus alors du dégel. Ce sera une révolution.

Jacques Rennes.

LE DOSSIER DU V^e PLAN

Pour la quatrième semaine consécutive, « Tribune » évoque le V^e Plan gaulliste et les contre-propositions que la gauche se doit de lui opposer, plus connues sous le nom de contre-plan, lancé par le P.S.U. C'est dire toute l'importance que — dans la ligne du dernier congrès — nous attachons à cette affaire, qui conditionne l'avenir économique du pays dans les six prochaines années (jusqu'en 1970). Elle peut et doit permettre aux forces du Front socialiste d'apparaître unies non plus seulement pour détruire ou critiquer, mais pour bâtir ensemble et proposer.

Après plusieurs articles de critique des plans gaullistes et de leurs résultats (Mallet, Durrieu, Rungis), « T.S. » a abordé la partie constructive de

notre réflexion avec les articles de Pierre Naville (durée du travail) et de Berthe Fouchère (emploi féminin). Nous évoquons aujourd'hui un aspect essentiel du dossier : l'évolution des revenus.

Actuellement, l'inégalité règne, au profit des classes privilégiées. Le V^e Plan gaulliste ne propose pratiquement aucun changement à cette évolution, qui aggrave chaque année les disparités entre Français, au détriment des classes exploitées. Que doit préconiser le contre-plan en ce domaine ? M. Rungis apporte de nombreuses réponses qui, s'inspirant du programme économique du P.S.U., contribuent sérieusement à la discussion. Nous continuerons, les semaines suivantes, à analyser les autres aspects du contre-plan.

Le plan gaulliste favorise les détenteurs de profits contre les salariés, les vieux, les malades, les familles.

On aurait pu penser que le projet de V^e plan gaulliste aurait vraiment innové dans le domaine des revenus. Pour deux raisons :

— le bruit fait depuis un an par le pouvoir autour de la « politique des revenus » qu'il entend préconiser ;

— l'introduction — à partir du V^e plan — dans la planification française de ce qu'on appelle une « programmation en valeur », c'est-à-dire une prévision de l'évolution des grandes masses de revenus.

On pouvait donc penser que, dans les 160 pages du « projet d'orientation du V^e plan », quelques dizaines de feuillets seraient consacrés à indiquer comment le pouvoir gaulliste conçoit l'évolution des revenus des Français, et quelle part du revenu national il entend réserver à chaque catégorie de citoyens à la fin du V^e plan. De fait, on trouve dans le texte gouvernemental quelques références marquées, au profit ou au détriment de certains groupes.

Ceux qu'avantage le plan gaulliste : les capitalistes

Sont d'abord avantagés par le projet de V^e plan gaulliste les détenteurs de profits ! A tout seigneur, tout honneur. Ils le sont de deux façons :

— d'abord parce qu'aucune limitation n'est fixée aux profits distribués par les sociétés, dans le rapport gouvernemental (à la différence des salaires et des revenus agricoles, dont l'évolution chiffrée est limitée) ;

— ensuite parce que le gouvernement prévoit expressément une forte augmentation (de plus du sixième) de l'autofinancement, c'est-à-dire des bénéfices que les entreprises consacrent à améliorer ou à accroître leur équipement, pour le seul profit des actionnaires, seuls propriétaires des sociétés. On prévoit aussi de demander aux salariés (qui auraient pu recevoir de meilleurs salaires) et aux consommateurs (qui auraient pu bénéficier de prix moins chers) de financer l'enrichissement des actionnaires capitalistes, classe privilégiée de la société.

Autre catégorie apparemment avantagée par le V^e plan gaulliste : les agriculteurs. Il est prévu en effet que leur pouvoir d'achat augmentera chaque année de 2 p. cent à 2,5 p. cent de plus que celui des salariés (5,4 p. cent au lieu de 2,9 p. cent à 3,3 p. cent).

Le cas des agriculteurs

Mais les deux raisons de ce « privilège » sont, on va le voir, fort singulières :

● C'est, nous dit le projet, parce que les prix des produits agricoles (dont dépendent les revenus des cultivateurs) seront de plus en plus fixés par les autorités européennes et que celles-ci ont prévu (c'est le fameux plan Mansholt) de les fixer à un niveau moyen par rapport aux prix actuels des six pays du Marché commun ; les prix français étant généralement inférieurs à la moyenne, l'égalisation élèvera inéluctablement les revenus des paysans.

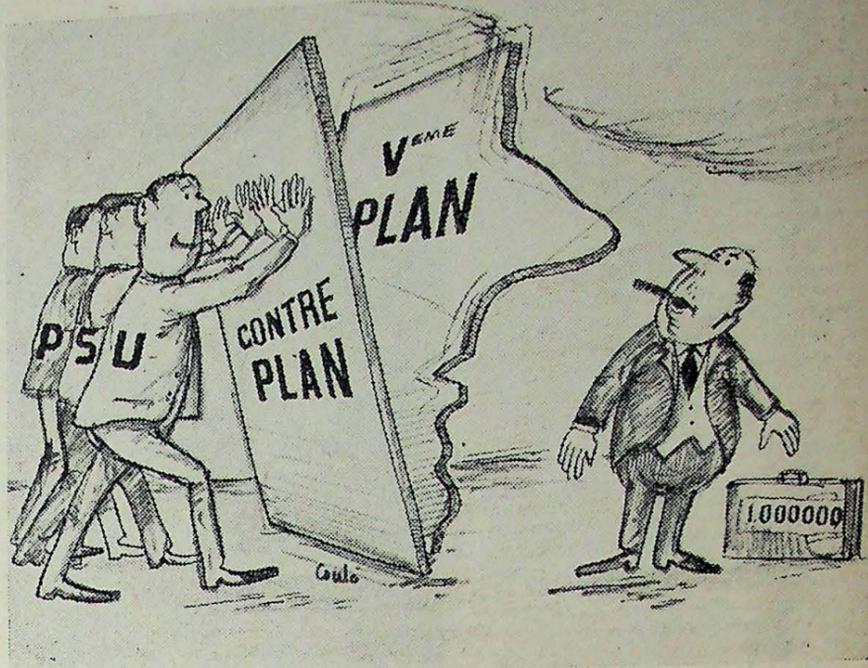
CE QUE RECLAME LE PROGRAMME DU P.S.U. POUR LES SALARIÉS ET LES RETRAITÉS

Le choix du P.S.U. dans l'élaboration de la partie « Revenus » du contre-plan est évidemment dicté par le programme économique du parti, ratifié cette année. Rappelons-en les principales dispositions, récemment analysées dans Tribune Socialiste (1) :

1°) Dans l'immédiat, hausse substantielle des salaires, traitements et retraites, en donnant la priorité aux plus bas revenus, afin de comprimer la hiérarchie des salaires et de répartir plus équitablement l'ensemble du revenu national.

2°) Institution d'une égalité effective des salariés devant le travail (salaires, formation professionnelle et embauche) : pas d'abattements de zones, d'âges, de sexes ; possibilité matérielle donnée à la femme de choisir librement entre l'emploi à l'extérieur de son foyer et ses tâches à l'intérieur ou, si elle préfère, d'opter pour un travail à mi-temps.

3°) Institution d'un véritable salaire minimum décent, capable de couvrir les besoins tant culturels qu'économiques des travail-



C'est donc moins un choix gaulliste que la fatalité de l'intégration européenne qui avantagera les agriculteurs. Le choix gaulliste, dans la mesure où il existe, est plutôt inverse : le texte gouvernemental indique en effet qu'au cas où les prix agricoles européens seraient plus élevés que prévus, les impôts sur les paysans devraient être aggravés, pour éviter qu'on dépasse le fameux 2 p. cent de privilège annuel !... Les agriculteurs — qui viennent de faire l'expérience des largesses gouvernementales avec l'affaire du prix du lait — savent donc à quoi s'attendre.

● La seconde raison du « privilège » des 2 p. cent est... l'exode rural. Les 2 p. cent sont en effet calculés par habitant ; et c'est simplement parce que le nombre des paysans au travail diminuera de 115.000 par an (3 p. cent) que le revenu par tête des agriculteurs pourra augmenter de 5,4 p. cent par an. Sinon, il ne progresserait que de 2,4 p. cent, soit moins que le niveau de vie des salariés !...

Il est clair, dans ces conditions qu'on ne saurait vraiment parler de faveur accordée par les planificateurs gaullistes aux agriculteurs. Les chiffres inscrits dans le plan sont simplement le résultat d'une évolution européenne difficilement réversible (sans violer les traités) et d'un exode rural terrible pour les 600.000 paysans (plus d'un million de Français avec leurs familles) qui en seront victimes.

leurs et de leurs familles, salaire de base qui doit évidemment être relevé à mesure que croît le revenu national.

4°) Refonte de la structure des salaires pour les simplifier (intégration des primes et réduction du nombre des catégories professionnelles), les régulariser (salaire mensuel), les garantir, les harmoniser dans le sens du progrès (extension des conventions les plus avantageuses).

Pareille refonte doit également être entreprise pour les retraites complémentaires, à généraliser et à intégrer dans une Sécurité sociale rendue plus démocratique.

La création de comités inter-entreprises dans les petites firmes part des mêmes motifs : améliorer la puissance revendicative et la force de négociation des travailleurs isolés, afin qu'ils ne soient pas victimes du progrès des autres.

(1) T.S., n° 207. Pour les adhérents du P.S.U., texte intégral du programme économique dans le Courrier du P.S.U., n° 35-36.

1.200 milliards volés aux vieux, aux malades, aux familles

Globalement, donc, seuls les capitalistes peuvent être considérés comme avantagés par le projet de V^e Plan. Quels sont les groupes sociaux que celui-ci défavorise ? Les salariés et les titulaires de prestations sociales et familiales.

1°) Les salariés : leur pouvoir d'achat augmentera nettement moins que la production nationale : 2,9 p. cent par an s'ils ne changent pas de qualification (3,3 p. cent s'ils bénéficient d'une « promotion » personnelle), alors que la production industrielle et commerciale par tête augmentera de quelque 4 p. cent. La discrimination est évidente.

2°) Les titulaires de prestations sociales et familiales distribuées en France. Cette forte augmentation s'explique non pas par les largesses du pouvoir, qui restreint, en fait, tant qu'il peut ces dépenses mais par l'augmentation rapide du nombre des vieux (retraites) et des jeunes (prestations familiales), ainsi que par l'élévation du prix des soins (techniques médicales et médicaments plus coûteux) et le jeu à plein tarif des retraites des salariés et des agriculteurs.

Or, loin d'améliorer l'évolution en cours, le plan gaulliste la restreint, en ramenant la progression des prestations familiales et sociales à 6,8 p. cent par an, de sorte qu'en 1970 l'accroissement par rapport à 1965 soit inférieur à 400 milliards d'anciens francs (39 p. cent au lieu de 45 p. cent), à ce qu'il serait si on laissait les prestations suivre leur cours. Ainsi, en cinq ans, ce sont quelque 1.200 milliards d'anciens francs qui auront été volés aux vieux, aux malades et aux familles, par rapport à ce qu'elles étaient en droit d'attendre en l'état actuel des choses !

Un silence complice sur l'inégalité sociale

Voilà tout ce qu'on peut lire dans le projet gouvernemental de V^e Plan. C'est déjà très significatif.

Mais, direz-vous, qu'est-il prévu pour les petits salariés, les travailleurs de l'Etat, les petits exploitants agricoles, les économiquement faibles, les cadres, les femmes dont les salaires sont toujours inférieurs à ceux des hommes ?... Bref, quels détails sont donnés sur le contenu de la fameuse « programmation en valeur » et de la non moins célèbre « politique des revenus » que le pouvoir entend faire ? Je serais bien en peine de le dire. Et c'est ici qu'éclate l'extraordinaire hypocrisie de l'affaire.

L'évolution détaillée des diverses catégories de revenus « ne peut être explicitée dès maintenant, et est en partie réservée pour le plan lui-même et pour la mise en train de la politique des revenus en 1965 », déclare le texte gouvernemental. Vous avez

bien lu : les choix sur la répartition des revenus ne peuvent être « explicités dès maintenant ». On verra donc plus tard.

La hausse formidable (35 p. cent) des dépenses militaires, le gonflement des profits patronaux réservés à l'autofinancement, le démantèlement de la Sécurité sociale, tout cela peut être « explicité dès maintenant ». Mais pas la répartition des revenus !...

En clair, cela veut dire que le pouvoir ne voit pas de raison majeure de modifier le mode actuel de répartition des revenus, et qu'il trouve normaux ses résultats. Ces résultats, quels sont-ils donc ?

L'égalité entre Français : de 1 à plus de 500 !

C'est un sujet que les lecteurs de « T.S. » connaissent bien, car nous y sommes revenus bien des fois (1). Redisons donc encore que le système actuel de partage de l'enrichissement national avantage formidablement les riches, en ne laissant que des miettes aux groupes défavorisés de la nation.

● L'inégalité actuelle entre Français va, selon le fisc, de 1 à 1.500 avant impôt (10.000 anciens francs par mois pour le paysan économiquement faible et 15 millions pour les plus gros contribuables) et de 1 à 500 après paiement de l'impôt. Encore faut-il ajouter que la dissimulation fiscale — autorisée par les lois qui favorisent les riches, ou illégale — minore les écarts de revenus connus par le fisc, qui sont sensiblement inférieurs à ceux de la réalité.

Entre groupes sociaux, l'inégalité est considérable : les patrons confisquent une part du revenu national plusieurs fois supérieure à celle de leur proportion dans la nation ; à l'inverse, les salariés agricoles et les petits salariés de l'industrie et du commerce ont un revenu inférieur de moitié à leur part démographique dans le pays, cependant que les « inactifs » (vieux essentiellement) sont souvent plus mal traités encore.

A l'intérieur des groupes sociaux, les inégalités sont aussi énormes : entre salariés, l'écart va de 1 à 80 entre le « smigard » et le haut cadre supérieur d'une grosse société chimique ou sidérurgique ; entre ouvriers même, l'écart va parfois de 1 à 4, selon la qualification, l'industrie, la région... Et quel rapport entre le petit paysan cévenol et le gros agrarien de la Beauce et du Nord ?...

Et cela s'aggrave sans cesse

● Or, l'inégalité s'aggrave partout. Sans reprendre nos analyses antérieures, confirmées au début de cette année par le rapport du professeur Milhau (adopté à la quasi-unanimité par le Conseil économique), rappelons quelques faits essentiels :

— le nombre des très gros contri-

(1) Voir notamment « T.S. » N° 185.

ELECTIONS MUNICIPALES

Vient de paraître le numéro 88 de

Directives

édité par la Commission nationale d'action locale et municipale du P.S.U.

Il constitue le premier dossier technique pour les élections municipales.

SOMMAIRE

- Présentation du dossier.
- L'essentiel de la législation électorale.
- Fonctionnement du Conseil municipal.
- Les finances locales.
- La démocratie communale.
- Eléments de recherche.
- Quelques expériences (Saint-Lézin, Chambéry, Paris-XIII').

Pas un futur candidat du Parti aux prochaines municipales ne peut se passer de ce premier dossier et de ceux qui vont suivre !

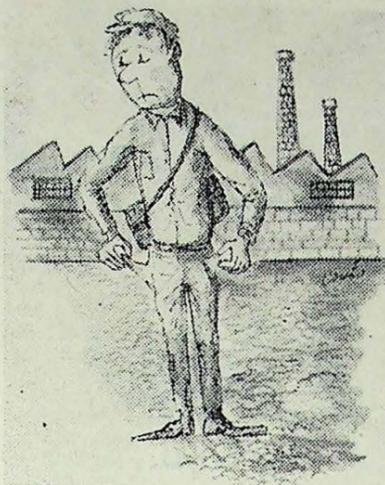
Passez vos commandes à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. 58-26-65 Paris

L'exemplaire : 2 francs.

buables (plus de 20 millions d'a.f. imposables par an) augmente beaucoup plus vite (28 p. cent pour la dernière année connue) que celui des autres contribuables (11 p. cent) ;

— le pouvoir d'achat des cadres salariés augmente moitié plus vite que celui des ouvriers ;

— parmi les ouvriers, le pouvoir d'achat du travailleur qualifié augmente moitié plus vite que celui du



Le minable petit « Smigard » qui fait honte à la nation.

manœuvre, tandis que celui du « smigard » diminue régulièrement (en raison de son indexation sur l'indice manipulé des 179 articles) ;

— les salaires des travailleurs de l'Etat prennent constamment du retard sur ceux des salariés du secteur privé. Il a fallu les grèves du printemps 1963 pour obtenir le droit de « rattrapage » partiel et, depuis, un nouveau retard de 8 p. cent a été pris... ;

— le pouvoir d'achat des familles ouvrières augmente depuis douze ans moitié moins vite que celui des célibataires ayant le même métier que le père de famille (c'est l'effet du retard pris par les prestations familiales) ;

— les inégalités entre revenus d'une région à l'autre n'ont jamais été si fortes.

Etc., etc...

A cette aggravation des inégalités, une raison majeure et constante : dans un régime où la lutte est payante, les forts se défendent mieux que les faibles. Les forts, ce sont ceux qui tiennent le haut du pavé (patrons, cadres, commerçants), ceux qui appartiennent aux professions à haute technicité, aux régions en expansion ou encore ceux dont la qualification est recherchée (techniciens, professionnels très spécialisés...). Les faibles, ce sont ceux qui n'ont pas de moyens de pression (les vieux, les familles), ou dont la voix est trop faible pour se faire entendre (manœuvres, femmes — moins syndiquées —, travailleurs des régions déprimées ou des professions en péril)...

Ce sont ces derniers que la programmation non « explicitée » du V^e Plan gaulliste s'apprête une fois encore à sacrifier. Il suffit qu'on n'en parle pas pour que leur retard sur le reste de la nation continue encore à s'aggraver. Le silence des planificateurs gaullistes sur la répartition des revenus des divers groupes sociaux est, on le voit, aussi dangereux que leurs choix explicites en faveur des capitalistes et au détriment des salariés.

Le salaire minimum à 50.000 francs par mois ?

Face à cette orientation de droite, quelle orientation de gauche peut préconiser le contre-plan que les forces syndicales et politiques doivent ensemble mettre au point ?

Sans entrer dans les détails que doit comporter un projet complet de contre-V^e Plan, disons qu'une redistribution plus équitable du revenu national doit constituer l'un des objectifs essentiels de ce contre-plan.

Quatre traits majeurs doivent, selon moi, caractériser cette redistribu-

tion ; ils s'inspirent directement du programme économique du P.S.U. :

1°) Assurer à tous les Français un revenu minimum décent, en rapport avec les possibilités techniques et économiques de la France actuelle comme avec le coût de la vie dans notre pays.

Peut-on chiffrer ces données ? Certainement. Aussi, estimons-nous que le salaire minimum devrait être porté le plus vite possible au cours du V^e Plan à 50.000 anciens francs par mois. Qu'est-ce que cette somme aujourd'hui, « au prix où est le beurre », comme on dit ! Un tel salaire-plancher serait moins minable que l'actuel SMIG, qui fait honte à la nation.

Et aux patrons ou aux politiciens réactionnaires qui s'effaroucheraient d'une telle progression (de l'ordre des deux-tiers) du salaire-minimum, nous pouvons répondre ce qu'eux-mêmes disent quand on leur fait remarquer le triste niveau de vie des « smigards » : ils ne sont que 400.000 ou 500.000 ! Raison de plus pour donner à ces exploités de la société un minimum convenable. Cela fera remonter les autres bas salaires proches du SMIG ? Sans doute, et ce sera tant mieux, nous verrons dans un instant pourquoi.

Le même principe du minimum décent peut nous conduire à porter progressivement la retraite minimale à un niveau double de l'actuel, soit environ 25.000 anciens francs par mois. Ici, l'incidence sur l'économie est beaucoup plus grande, vu le nombre de vieillards ayant actuellement moins que ce minimum. Mais il s'agit précisément d'un choix à faire en faveur des plus défavorisés. Serions-nous encore socialistes, si nous le faisons différemment, ou si, hypocritement, nous feignons d'ignorer qu'il faut choisir ?

Compression de la hiérarchie des revenus

2°) La parité d'évolution des revenus, chaque fois qu'aucune raison sérieuse ne s'y oppose. Pourquoi, en effet, à effort égal, certains Français

par rapport au revenu national par tête ; enfin, des bas revenus agricoles par rapport aux salaires.

3°) La compression de la hiérarchie des revenus, l'inégalité actuelle étant absolument scandaleuse. Elle permettrait aux titulaires de bas revenus de faire, durant le V^e Plan, un « bond en avant » nettement supérieur à l'amélioration des autres catégories.

On peut parvenir à ce résultat de deux façons : d'une part en réduisant les hauts revenus par une fiscalité accrue et surtout par une lutte sévère contre la fraude fiscale et les privilèges fiscaux qui avantagent ces revenus ; d'autre part, en cherchant systématiquement — dans le cadre des conventions collectives aussi bien que dans celui d'éventuelles mesures plus dirigées — à accroître plus vite la hausse des bas salaires que celle des moyens et hauts salaires.

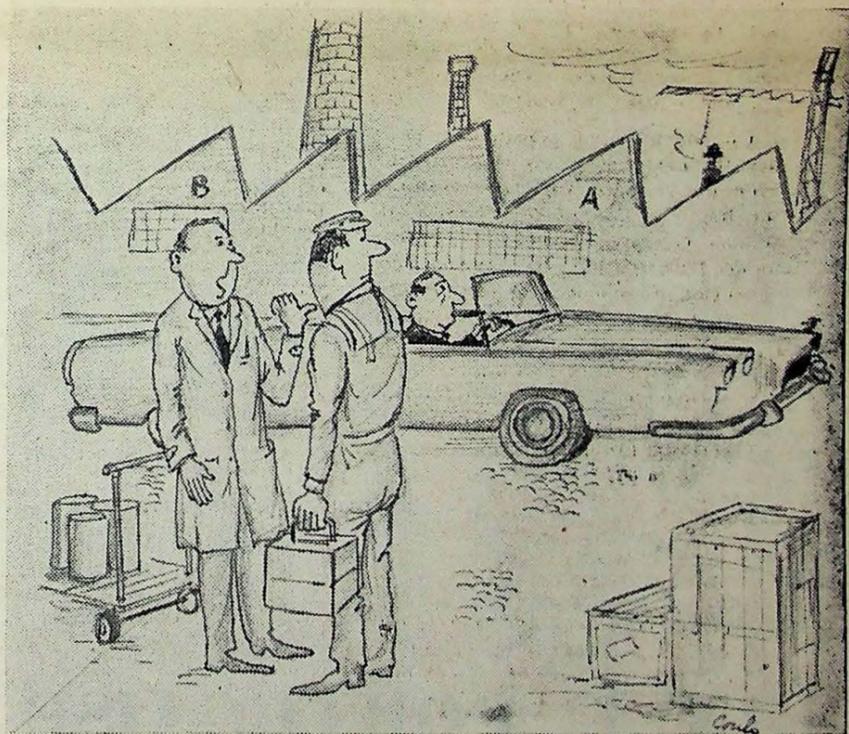
Pour les revenus agricoles, la chasse aux subventions dont bénéficient les gros agrariens s'impose, dans cet esprit. De même, la réduction (par voie réglementaire ou fiscale) des profits capitalistes distribués, des marges commerciales, des avantages divers des dirigeants d'entreprise, ainsi que l'appropriation collective de l'autofinancement, découlent du même principe.

La supériorité du contre-plan

4°) Pour donner aux travailleurs la sécurité de leurs revenus, qu'ils ont parfaitement raison de revendiquer, la mensualisation des salaires horaires pourrait constituer un quatrième objectif valable pour le contre-plan, en matière de revenus.

Nous n'avons pas voulu entrer ici dans les détails. Ni, a fortiori, affirmer la priorité de ces objectifs par rapport aux autres objectifs sociaux et économiques que doit permettre d'atteindre le contre-plan (réduction de la durée du travail, logements, écoles, hôpitaux).

Le propre d'un plan bien fait est



« C'est nous qui payons « l'auto »-financement ! »

bénéficieraient-ils d'un enrichissement dont seraient frustrés les autres ?

L'application de ce principe implique :

● des mesures de rattrapage en faveur des groupes qui ont été victimes de l'évolution décidée par le régime gaulliste : salariés des secteurs public et semi-public ; titulaires de prestations familiales ; petits exploitants agricoles.

● la parité d'évolution, à l'avenir, des salaires publics par rapport aux salaires privés ; des salaires féminins par rapport aux salaires masculins ; des salaires entre les régions ; des prestations familiales ; de la retraite minimale et du salaire minimum

précisément de permettre la poursuite simultanée de divers objectifs, tous importants. Nous avons simplement voulu montrer quelle redistribution des revenus, la gauche pourrait opposer au refus du V^e Plan gaulliste, et à sa volonté de « statu quo » en faveur des privilégiés.

Quel syndicaliste, quel socialiste, quel militant familial pourrait ignorer la supériorité d'un tel contre-plan sur les projets que le gaullisme s'apprête à « vendre » à l'opinion, pour les six prochaines années, par télévision interposée ?

M. Rungis.

ZAMBIE

En liberté conditionnelle

La Rhodésie du Nord, colonie africaine de la couronne britannique, vient de gagner, sous le nom de Zambie, une bien curieuse indépendance.

Pour son trafic maritime, la nouvelle république noire, située à l'intérieur des terres, doit utiliser les ports de l'Angola, une colonie portugaise; pour son ravitaillement, elle est tributaire de la Rhodésie méridionale et de l'Afrique du Sud, deux pays fascistes; enfin, elle a une frontière commune avec le Katanga, fief congolais de Tschombé, l'actuel maître de Léopoldville.

Entre Mao et Salazar

Cette situation a contraint le Dr Kenneth Kaunda, président de la Zambie, à d'incroyables acrobaties diplomatiques. Il a reconnu à la fois la Chine populaire, le Portugal et l'Afrique du Sud. Jadis prisonnier de

la Grande-Bretagne pour activités anticolonialistes, le jeune président n'a aucune sympathie pour le régime de Salazar ni pour les Afrikanders racistes; mais, s'il ne joue pas en finesse, les Etats voisins auront tôt fait d'affamer son peuple.

Reste à savoir si Kenneth Kaunda jouera ou sera joué. A l'Est de la Zambie, une autre république noire, le Malawi (ex-Nyassaland), s'était engagée sur une voie semblable: son président, de concession en concession, en arrive aujourd'hui à destituer les membres de son gouvernement taxés de socialistes. Il y a, pour l'instant, des socialistes dans le gouvernement du Dr Kenneth Kaunda. Combien de temps pourront-ils y demeurer?

La Zambie est le deuxième producteur de cuivre du monde. De puissantes sociétés financières internationales veillent à sa « bonne tenue ».

J. V.

SAIGON

Les militaires laissent le pouvoir en avril: rien de changé

A Saïgon, rien de changé. Les Vietnamiens du Sud ont un nouveau président de la République. Le civil Phan Khac-Suu succède au militaire Minh et un nouveau gouvernement est constitué. Pour une fois, il n'y a pas eu de coup de force. Mais le Haut Conseil national qui a permis ces changements politiques pacifiques est un rassemblement hétéroclite de personnalités qui, certes, ont le plus souvent lutté contre la dictature du sinistre Diem, mais qui ne proposent rien de précis à leur peuple. Leur pensée se résume en des slogans anticommunistes et en des proclamations demandant le rétablissement des libertés publiques. L'ennui, pour eux, est que le Vietcong contrôle la quasi-totalité du pays et établit des barrages routiers aux portes même de Saïgon.

Si l'armée est évincée du pouvoir, c'est un progrès. Mais l'est-elle vraiment? Ce sont des généraux qui ont nommé les membres du Haut Conseil... En fait, il ne faut pas actuellement juger l'évolution du problème vietnamien en termes... vietnamiens. Washington, exaspéré par les coups d'Etat qui se succèdent depuis un an, et permettent à Goldwater de dire — ce qui n'est pas faux! — que la politique américaine en Asie a échoué, voulait qu'une apparence de calme règne au Vietnam jusqu'au 3 novembre, date de l'élection du nouveau président. L'ambassade des Etats-Unis à Saïgon s'estime enchanée de la nomination de Phan Khac-Suu. Ce dernier n'est pas plus une créature des Américains que ne l'étaient ses prédécesseurs. Il peut constituer une utile transition et permettre d'opérer un glissement vers la paix, c'est-à-dire vers la négocia-

tion et la neutralisation du Vietnam. Mais il faut pour cela que les Etats-Unis décident de sortir de l'impasse



Minh: l'armée est évincée du pouvoir.

dans laquelle ils se sont imprudemment engagés voilà bien des années. Tant qu'une telle décision ne sera pas prise, rien ne sera changé au Vietnam.

J. R.

GUINÉE PORTUGAISE

Un maquisard à Paris

Un maquisard de Guinée « portugaise » est venu parler aux Français.

C'est un homme de petite taille, vêtu d'un complet veston. Trente-deux ans, un collier de barbe, Henry Labery porte en lui tout le dynamisme de la race mandingue, dont il est issu, l'une des plus vieilles races aborigènes implantées en Afrique occidentale. La littérature coloniale décrit les Mandingues comme des guerriers féroces. La férocité, Henry Labery la manifeste à travers l'humour. Quand on lui demande:

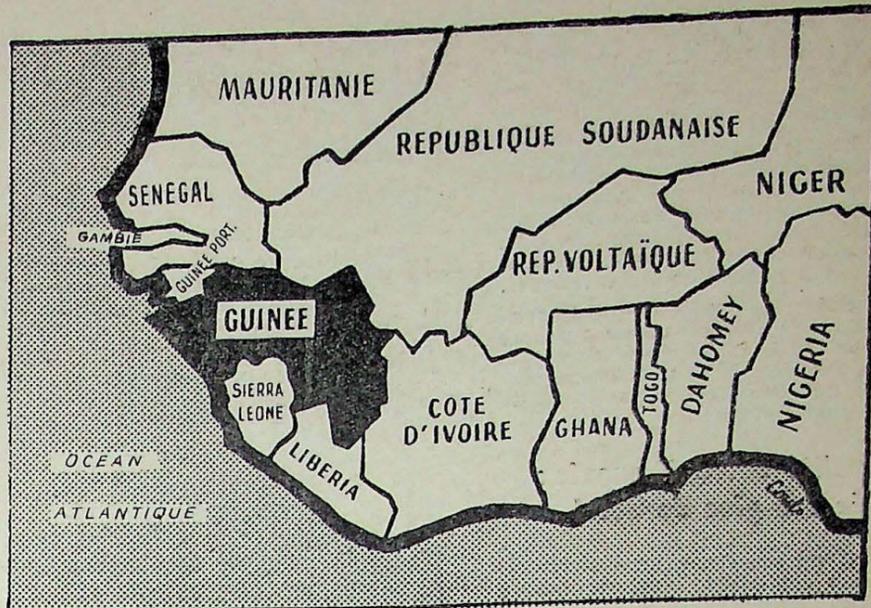
— Pourquoi les Portugais s'accrochent-ils encore à la Guinée?

Il répond, faussement étonné:

— Eh oui! pourquoi?

Situé entre le Sénégal et la Guinée ex-française, ce territoire, encore sous domination coloniale portugaise, occupe une place infime sur la carte du continent africain: une surface de 36.125 km², soit un peu plus que la Belgique; une population de 565.000 habitants, soit à peu près Lyon sans sa banlieue.

— Les Français et les Anglais ont fini par comprendre qu'ils avaient intérêt à décoloniser en Afrique, mais le Portugal ne comprend jamais rien. Une certaine jubilation transparait



La Guinée portugaise: entre Sékou Touré et Léopold Senghor.

dans le ton de mon interlocuteur. Qui connaît le Portugal ne s'en étonnera pas. En août dernier, Salazar revenait de voyage. Le spectacle des sous-prolétaires de Lisbonne, venus l'accueillir avec des banderoles, était si déprimant que l'Espagne apparut ensuite comme un pays presque démocratique...

— C'est un cas peut-être unique au monde, observe Henry Labery, le peuple colonisé en est arrivé à un niveau d'évolution politique et culturelle plus élevé que celui du peuple colonisateur.

Soutien discret de l'O.T.A.N.

L'O.T.A.N., elle-même, a rapidement pris conscience de cet aspect de la situation. Et pourtant les militaires, américains ou européens, ne passent pas pour des gens particulièrement subtils. L'organisation atlantique comptait construire une base dans le port de Bissau, capitale de la Guinée portugaise. Quelques mois de séjour en Afrique ont suffi à ses experts pour comprendre que le peuple guinéen ne se manœuvre pas comme le malheureux peuple portugais. L'O.T.A.N. a pris le large pour s'installer dans les îles voisines du Cap-Vert. Ce faux départ est loin de satisfaire les dirigeants révolutionnaires guinéens. Replée dans des îles qui appartiennent, d'ailleurs, à la Guinée, l'O.T.A.N. peut ménager l'avenir en se donnant des allures de spectateur tout en ravitaillant discrètement les unités portugaises en opération sur le continent. Cette demi-victoire a, tout au moins, eu l'avantage de renforcer la combativité des Guinéens. Chaque jour, la guérilla s'intensifie, le moral des troupes portugaises baisse, comme en témoigne certaines désertions.

Comme en Algérie

Henry Labery, mon interlocuteur, est secrétaire d'une organisation appelée le FLING (Front de libération pour l'indépendance nationale de la Guinée et des îles du Cap-Vert) qui a son siège à Dakar. Les partisans du FLING opèrent dans les régions bordant le Sénégal, c'est-à-dire dans le nord du pays. Images de guerre d'Algérie. Le jour, les patrouilles portugaises circulent, la nuit — et la nuit tombe vite sous les tropiques — elles se barricadent dans leurs fortins, le terrain appartient alors aux partisans:

— La population nous accueille, reçoit nos mots d'ordre, nous ravitaillent et nous dirige, quand le jour se lève, vers des « caches » à peu près indécelables. L'insécurité grandit pour l'armée portugaise, qui torture la population civile pour lui faire révéler les caches des partisans.

Un contenu à l'indépendance

Un autre mouvement, le P.A.I.G.C. (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) harcèle le corps expéditionnaire sur son flanc sud, du côté de la Guinée de Sékou Touré. Le P.A.I.G.C., parti comme l'Indique la première lettre de son sigle, a dépassé le stade du simple mouvement de coalition pour une indépendance; ce n'est plus un front. Son animateur, Amilcar Cabral, m'en avait donné les raisons, voilà quelques mois, au cours d'une rencontre quelque part en Afrique.

— Le P.A.I.G.C. a réussi à libérer totalement une partie des territoires où ses partisans avaient formé

d'abord de simples maquis. A partir de ce moment, aux préoccupations de la lutte pour l'indépendance, se sont ajoutées celles du contenu à donner à cette indépendance.

Le P.A.I.G.C. garde le souvenir des folles courses au pouvoir qui se sont engagées dans certains pays d'Afrique aux lendemains d'indépendance. Il est assez fascinant, tandis que crépissent encore les mitrailleuses, de voir les moniteurs syndicaux formés par ce jeune parti prendre la relève des soldats, commencer l'alphabétisation des paysans et, avec eux, modeler les premières structures de futures coopératives agricoles.

Henry Labery, secrétaire politique du FLING, ne nie pas que les conditions différentes dans lesquelles s'effectue la libération au nord et au sud du pays entraînent entre le Front et le P.A.I.G.C. d'inévitables heurts: on s'explique avec cette brutale franchise typique de la vie politique africaine, mais on pense que les contradictions qui surgissent ne sont nullement insurmontables.

— L'Afrique finit toujours par trouver les voies de l'union pour faire face à ses véritables adversaires, dit Henry Labery. Au début du mois, M. Tschombé a prétendu qu'il existait une inimitié héréditaire entre nègres et arabes. Nous lui avons démontré le contraire. Les peuples africains, au nord et au sud du Sahara, savent que le seul ennemi dans cette affaire, c'est lui, Tschombé, qui cherche à les diviser. Face au Portugal, Guinéens, du nord comme du sud, nous observons la même attitude.

Jacques Vivien.

ÉTATS-UNIS

Policiers en retard d'une guerre

Les policiers sont toujours en retard d'une guerre sur le législateur. Il nous arrive, de temps en temps, de le constater en France où des citoyens de la République algérienne sont parfois traités comme de vulgaires colonisés. Les Etats-Unis n'échappent pas à la règle. Une loi contre la ségrégation a été votée, mais les noirs demeurent le gibier de prédilection des paniers à salade.

Des bagarres raciales ont éclaté entre écoliers de race blanche et de race noire dans le métro de New York: à Brooklyn la police arrête cinq blancs et dix noirs; à Harlem, les sept jeunes gens appréhendés sont tous des noirs.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

AGRICULTURE

Paysans des Alpes : l'avenir des terres ingrates

ICI la terre est ingrate, elle s'étale en bandes ascendantes qui se fauillent entre les débris rocheux froids et glissants, nus ou boisés. Les pointes acérées la dominent. La vie part des vallées où les villages nichent dans les creux abrités, s'allongent le long des voies de passage. Plantes et arbres végètent trois ou quatre mois de l'année. On hésite à semer quand la neige recule, on s'empresse de récolter dès que la pluie de l'arrière-été annonce le retour du froid et du gel.

La propriété est morcelée à l'extrême. On a jusque-là partagé les parcelles en autant de lopins qu'il y avait d'enfants. Elles sont souvent très éloignées de la maison et des bâtiments d'exploitation — deux ou trois kilomètres — sans parler des prairies à faucher, distantes de cinq à dix kilomètres.

Hautes et Basses-Alpes, zones montagneuses, sont pauvres et peu peuplées, c'est l'idée que s'en font les Français après leur passage sur les bancs de la communale. Les Alpes-Maritimes, par contre, sont autrement considérées, à cause de leur climat, des sommets accueillants, du littoral azuré et dense en population, paradis des touristes.

Ces trois départements, pourtant, ne diffèrent guère en ce qui concerne la situation de leurs exploitants agricoles.

La chute verticale

Le travail y est dur, les revenus maigres, surtout dans la partie supérieure des vallées. On y élevait les vaches, les moutons en imposants troupeaux, mais on y semait aussi seigle, orge, « froment », lentilles, fèves. Les « choulières », potagers miniatures, débordaient de beaux légumes comme les jardins de la plaine. Il y a seulement cinq ans, la culture gardait encore son aspect curieusement intensif : on se disputait à l'apremment les jours d'arrosage et les parcelles à louer. Les corvées pour l'entretien des chemins, ponts et canaux étaient nombreuses et suivies. On restait cependant contraint de pratiquer la jachère dans les coins par trop déshérités. Le conseil municipal était la rencontre d'intérêts souvent diver-

gents, le théâtre de vives et prolifiques discussions.

Jusque-là, les hommes le disputaient à la nature, et quelle nature ! Aussi soulevaient-ils l'admiration des gens avertis venus s'oxygéner.

Et depuis ? Depuis, c'est la chute verticale : cinq ans auront suffi pour consommer une disparition, parfaire un abandon.

Disparus la foire aux bestiaux de Briançon, les volumineuses transactions de chevaux, mulets, vaches, moutons, et le tracteur ne remplace pas les animaux. Plus une seule vache à Lavachette. Le troupeau de Né-vache s'amenuise chaque année.

Abandonnées les terres de labour, les prairies artificielles : les pâturages à moutons vont toucher le fond des vallées. Comblés les canaux d'irrigation, éboulés les chemins et les ponts. Les bras trop vieux ne peuvent plus, les revenus trop pauvres n'ont pas fixé les enfants, la relève ne s'effectue pas : c'est la rupture.

Le foin, facile à faucher, abonde, mais il ne vaut rien parce qu'il n'y a presque plus de bêtes à nourrir. Quelques exploitants de la périphérie des villes et stations ont gardé et agrandi parfois l'étable pour le lait pendant la « saison ». Ils ont un ou plusieurs tracteurs et fauchent tout ce qu'ils peuvent et qu'on leur donne. J'ai vu tracteurs et botteleuses en action à 1.800 mètres, dans les prairies basses du mont Genève.

Et le tourisme ? Il existe, on le voit, et on a bien du mal à garer sa voiture sur le champ de Mars, où les chevaux-vapeur ont chassé les chevaux à crottin.

A qui profite-t-il, le tourisme ? Ce n'est pas l'objet de ce propos. Une réponse négative, toutefois : pas à ceux qui en auraient besoin.

Mais l'industrie ? A vrai dire, elle ne s'est jamais aventurée très haut, même celle qu'on pourchasse de la ville et de ses environs, parce qu'elle sent mauvais et tue la végétation. Il y a eu jusqu'à huit cents ouvriers chez Progil, à L'Argentière-la-Bessée. Cet effectif a baissé d'une grosse moitié en quelques années.

Dans la moyenne et basse Durance, grâce aux cultures arbustives, le problème est moins crucial, la fuite

moins rapide, mais la vente des fruits est difficile et l'organisation du marché, là comme ailleurs, n'est pas une mince affaire. La coopérative de Lagrange, puissante par son nombre d'adhérents, a vécu des moments inégaux. Sous la férule d'un directeur compétent promu chef d'entreprise, elle se « défendait » mieux, mais a tourné le dos à l'esprit créateur et à la volonté d'adaptation de ceux qui l'avaient faite. Revenus et avenir incertains incitent les jeunes à décrocher. La mécanisation aidant, les terres se rassemblent. Les petites et moyennes exploitations sont en voie de totale disparition.

Les Alpes-Maritimes ont des champs de fleurs : dans la campagne niçoise, où l'on fait le « bouquet » ; dans la région de Grasse, où l'on cueille la rose de mai et le jasmin pour les parfums. C'est ici la petite propriété : trois hectares de jasmin dépassent la moyenne.

Les cultivateurs sont tous tributaires d'une douzaine de distillateurs — dont Fragnonard et Molinard — qui font les prix comme ils l'entendent. Pas d'organisme de défense, la production subit les cours imposés. Découragés, les jeunes, garçons et filles, ont quitté l'exploitation familiale pour travailler, les premiers dans les distilleries (!), dans quelques rares usines, dont la fabrique de bonbonnes d'aluminium pour parfums de Plan-de-Grasse ou les nombreuses entreprises du bâtiment, les secondes comme

serveuses dans les divers commerces et établissements publics ou dans la couture. Plus de main-d'œuvre locale pour la cueillette du jasmin : on fait appel aux femmes italiennes.

Il y a bien les légumes, les fruits, mais, dans ce domaine, la compétition est serrée et les quantités demeurent trop faibles pour gonfler un revenu plus que médiocre. Et puis, l'ambiance est telle que personne, dans la conjoncture actuelle, n'ose envisager une problématique reconversion.

Que ces trois départements alpins soient touchés par le grand malaise agricole, cela n'a rien de surprenant, étant donné leur situation défavorable et le manque de ressources de cette région promise au sous-développement. Ce qui stupéfie, par contre, c'est la rapidité d'une irréversible évolution accélérée par l'organisation professionnelle face à la toute-puissance des capitaux et du Pouvoir.

Je n'ai saisi en fait qu'un des aspects spectaculaires d'un mal profond. Pour en remédier les effets, il faudra s'attaquer aux causes. Pas de changement possible sans option politique.

Le socialisme apportera des solutions s'il s'attaque aux structures foncières et aux fondements de classe de l'actuel régime, s'il assure à tous les échelons la participation active et le contrôle des travailleurs.

A. Mante.

LOGEMENT

Le scandale des chambres de bonnes

Combien sont-ils à débarquer chaque année à Paris ? Arrivant de la province, étudiants pour la plupart, ils ont de grandes ambitions, de vastes espoirs et, malheureusement, peu d'argent. Le problème majeur de ces nouveaux Parisiens est bien entendu le logement. Vu de loin, Paris, avec sa bonne réputation, ressemble à une usine, à un vaste champ de foire ou à une entreprise de plaisir organisé, mais sûrement pas à un dortoir.

Une partie de nos jeunes Rastignac s'arrange avec les cités universitaires, ou bien, vestiges du temps où la France était divisée en tribus, trouve un lit chez un parent ou ami du « pays ». Et le reste ? Eh bien ! le reste parcourt les agences, cherchant la pièce pour célibataire dont notre cité, paraît-il, regorge.

La chambre de bonne est devenue denrée marchande et se vend cher, très cher, à croire que les bourgeois préfèrent se passer de leurs domestiques pour louer la pièce. N'importe quelle agence met un point d'honneur à vous trouver la chambre idéale. Si vous êtes jeune, gentil, que vous avez la peau blanche et de bonnes manières, on vous attend avec un sourire accueillant. N'allez pas dans ces agences chic du 16^e ou d'ailleurs, où le marbre, les tapis et les fauteuils en cuir noir font ressortir la timidité des plus braves. Oh ! là aussi on vous trouvera quelque chose de petit et de charmant, mais avec vue sur le bois, un vrai petit nid à 750 F par mois, plus commission, ça n'est pas dans vos prix.

Allez donc, comme je l'ai fait, dans les agences bourgeoises sans plus. Première boutique. « Une pièce pour célibataire Ah ! monsieur, vous avez de la chance, j'en ai une, et devinez où ? à Neuilly, n'est-ce pas charmant ? 150 F par mois ; naturellement, je ne vous donne pas l'adresse, il faut d'abord me verser la petite commission d'usage, 12 p. cent du loyer annuel plus frais de dossier, c'est-à-dire 300 F. » J'ai demandé à réfléchir, mais comme je connaissais un ami dans la peine, je lui ai passé l'adresse, il a loué la petite merveille de Neuilly, le petit coin de paradis pour étudiant studieux. 3 mois d'avance sont venus s'ajouter aux frais d'agence, pour occuper une chambre de 2,50 m sur 2 mètres au 8^e étage, sans fenêtre mais avec vasistas, eau sur le palier à partager avec 15 autres locataires, lit vermoulu et défilant avec bravoure les lois sur l'hygiène, pas de chauffage, bien entendu, pas de serrure non plus à la porte, mais un crochet, c'est toujours ça.

Autre agence : là, on ne me demande pas d'argent, on me donne l'adresse d'un brave monsieur colonel

en retraite sans doute, qui loue une chambre dans son appartement ; si l'affaire se fait, 250 F à donner à l'agence. Entrevue brève, correcte, belle chambre avec lavabos, 300 F par mois, une condition, ne pas amener d'amis (je vous fais grâce du féminin), ne pas rentrer après 10 heures, et, condition étonnante, comme il faut traverser le salon pour atteindre la chambre, s'arranger pour ne jamais croiser un membre de la famille (sous peine de renvoi), un vrai Barbe-bleue ; là aussi j'ai demandé à réfléchir.

Troisième agence, troisième sourire, troisième proposition. Ce coup-là, c'est le 16^e : une chambre au 7^e sans ascenseur (mais vous êtes jeune), propre, meublée avec astuce, lavabos, etc., 280 F par mois plus frais agence, 450 F, et une toute petite condition anodine, pas de quittance de loyer, tout de la main à la main. Moi, ingénu, je lui demande si je peux voter. « Absolument pas, pas de déclaration de domicile, vous comprenez, je fais ça pour rendre service, mais je ne veux pas payer d'impôt. » Dans le fond, c'est un acte charitable que fait ce monsieur propriétaire qui avoue ingénument rendre ainsi service à cinq étudiants. Je suis parti ; il est resté avec ses bons services sur les bras.

Las des agences et des déceptions, j'ai décidé de tâter des petites annonces. J'ai trouvé le lendemain une pension pour étudiants à Sceaux, prix modique ; charmante hôtesse entre deux âges, dans un pavillon de banlieue assez conservé, chambre à partager avec un autre gars, repas du soir compris, 400 F par mois. Un peu cher, surtout que, me dit un locataire, la propriétaire à la main lourde sur les suppléments, par exemple lorsque le premier mois, vous arrivez, bien timide, on vous offre le café après dîner et le thé le dimanche ; bien entendu, le tout sur la note à la fin du mois, à 2 F l'infusion, on ne s'embête pas dans les pensions pour étudiants.

Rien à faire pour me loger effectivement à prix raisonnable, du moins par les voies habituelles ; il paraît, pourtant, qu'en fréquentant les concierges et les crémières, on peut trouver l'objet rare, la chambre honnête à un prix honnête ; je n'ai pas réussi, et je pense à tous ceux pour qui le problème se pose ; il règne en France dans beaucoup de domaines une petite atmosphère de corruption, le scandale des chambres de bonnes en fait partie. Oh ! bien sûr, ça n'a pas l'importance de la bombe atomique, mais cela montre quel climat de combine règne chez nous.

Michel Joch.



(Photo AGIP.)

Il n'y a pas que le tourisme...

CINÉMA

L'Insoumis
de Alain Cavalier

Alain Cavalier est un cinéaste adulte : il appartient à la lignée des réalisateurs qui n'ont pas peur d'affronter les problèmes de notre époque ; et pour commencer, les problèmes politiques. Ses héros ne sont pas des entités métaphysiques aux contradictions fumeuses, de séduisantes créations de l'esprit (du scénariste), de purs produits de mots d'auteur ; ils sont de notre temps, ils vivent dans le siècle avec tout ce que cela comporte de risques et d'espoirs, de déceptions et de joies, de réussite et d'échecs.

« Le combat dans l'île », son premier long métrage, parlait en termes clairs des crimes des plasticiens. La guerre d'Algérie, au moment de sa sortie parisienne, était finie depuis peu et il y avait indiscutablement du courage à tracer, à cette époque, le peu ragoûtant portrait d'un terroriste fasciste.

« L'Insoumis » nous ramène à l'Algérie. Par le truchement d'une aventure individuelle (et après quelques séquences liminaires d'une implacable dureté), Alain Cavalier nous plonge au cœur du chaos : Alger au lendemain du putsch raté de 1961.

Perdu pour perdu...

Thomas (Alain Delon) a déserté. Pour ce légionnaire de nationalité luxembourgeoise, qui s'est battu pendant six ans dans les Aurès, les manigances des conspirateurs O.A.S. n'ont aucun sens, les tirades patriotiques du lieutenant « perdu » (Georges Gérel) sonnent faux, l'excitation maladroite des « pieds-noirs » lui donnent la nausée. Tout est perdu : Thomas n'a plus rien à faire dans ces combats d'arrière-garde où les politiciens de l'Algérie française s'empressent d'occuper le devant de la scène. Quelque chose s'est brisé chez ce tueur expert et appliqué. Mercenaire fatigué, tout ce qu'il veut, c'est rentrer au pays.

Thomas a besoin de 300.000 F. Moyennant le paiement de cette somme, il accepte de participer à l'enlèvement d'une avocate lyonnaise (Léa Massari) venue défendre deux combattants du F.L.N. passibles de la peine de mort. Mais on ne lui a pas appris à jouer les géoliers, ni à torturer ses prisonniers ; encore une fois, l'homme s'est toujours battu en première ligne, le reste ne l'a jamais intéressé. Soldat par accident (on saura plus tard pourquoi il s'est engagé : une peine de cœur) Thomas est un romantique ; rien de commun avec les rats d'égout.

Par pitié pour Dominique (l'avocate), il lui donne à boire ; surpris par son complice « pied-noir », injurié, menacé de mort, blessé, Thomas tue une nouvelle fois. Désormais, il est « salement » coincé : recherché par les patronilles de l'armée française et « brûlé » vis-à-vis de l'O.A.S., il n'a plus qu'une ressource : faire cause commune, momentanément, avec sa prisonnière...

Mais la pitié a d'étranges retours de cœur. A Lyon, où Thomas a commis l'imprudence de s'arrêter pour revoir l'avocate, c'est Dominique qui, à son tour, l'aidera à échapper aux tueurs activistes attachés à la perte du déserteur. Entre ces deux êtres serrés à nouveau dans l'état de l'illegalité et pris au piège de leur chaos intérieur, va se nouer un amour désespéré, aveugle, déchirant, impossible. Un amour assez fort cependant pour permettre aux fugitifs de foncer vers la frontière luxembourgeoise...

Un engagement dénaturé

Voilà pour les grandes lignes de cette histoire extraordinaire dont il vous reste à apprendre la fin et à découvrir l'indéniable beauté, à l'écran. J'ai tenu à en exposer assez longuement les ressorts pour marquer tout ce qui sépare le film d'Alain Cavalier de l'aventure réelle survenue en Algérie à M^{re} Mireille Glaymann, un

jour de janvier 1962 (1). Il n'en reste pas moins qu'en s'inspirant d'un fait authentique pour bâtir une œuvre de fiction, à implications sentimentales, le metteur en scène dénature le combat (réel) de tous ceux et de toutes celles qui ont efficacement lutté contre l'oppression colonio-fasciste. Un esprit mal informé peut confondre

le personnage inventé (Dominique) avec l'avocate progressiste ; et ce serait regrettable, car cela risquerait d'accréditer l'idée qu'une militante (ou un militant) fait, par amour, litière de ses convictions et de ses engagements politiques.

Dans le cas précis imaginé par Alain Cavalier, la perte de connaissance politique de son héroïne peut se comprendre dans la mesure où Dominique est sentimentalement désemparée (elle a rompu avec son mari — incarné par Maurice Garrel) ; son comportement peut s'expliquer aussi par le souci de ne pas compromettre des compagnons de lutte dans une aventure individuelle. Enfin, compte tenu de la vigilance des organismes de censure (2), ce coup de pouce romanesque était, peut-être, le seul moyen de réaliser « L'Insoumis ».

Cela dit, le film existe et ce n'est

pas rien. C'est une œuvre solide et intelligente avec laquelle Cavalier s'affirme comme un metteur en scène de premier ordre. Alain Delon est magnifique de sensibilité et de vérité dans son rôle de héros à la dérive, farouchement accroché à la vie. Chemin faisant, surtout dans la première partie, « L'Insoumis » projette quelques lueurs inoubliables sur la machine à vider les consciences et à fabriquer les assassins fascistes. C'est une porte entrouverte. Il ne faut pas qu'elle se referme.

Jean-Jacques Vernon.

(1) Le légionnaire-geôlier avec qui elle réussit à s'échapper d'une tannière de l'O.A.S., se suicida peu après l'évasion.

(2) Jusqu'à plus ample informé, les profiteurs du 13 mai 1958 sont toujours au pouvoir...



Alain Delon : blessé mais farouchement accroché à la vie.

“Accusé Cavalier
levez-vous!..”

ALAIN CAVALIER a-t-il eu raison de s'inspirer d'un fait authentique (l'enlèvement de M^{re} Mireille Glaymann, à Alger, en 1962) pour faire un film romanesque et conter le calvaire imaginaire d'un légionnaire déserteur ? N'a-t-il pas outrepassé ses droits de créateur en inventant une idylle entre un mercenaire du terrorisme colonialiste et l'une de ses victimes ? Ne défigure-t-il pas ainsi l'engagement politique de ceux et de celles qui, en pleine guerre colonialiste, ont soutenu sans compromission la cause des patriotes algériens ? Non, estime Jean-Jacques Vernon, dans la mesure où l'on n'identifie pas la militante avec le personnage de Dominique. Si, pensent plusieurs de nos amis, car en définitive, ce film « n'est que la négation de l'authenticité de l'engagement politique de la femme, plus précisément de l'intellectuelle de gauche ».

Au moment où le critique de T.S. se préparait à rédiger son article sur L'Insoumis, un de nos camarades nous écrivait pour nous faire part de son sentiment, et pour condamner la manière dont le metteur en scène a travesti la réalité. « Outre le caractère, disons peu chevaleresque du scénario, et indépendamment des qualités techniques du film, il y a une analyse politique à faire », disait-il. Et de préciser :

« On voit dans quel courant d'idée se place L'Insoumis : le même que celui qui niait, au temps de la guerre d'Algérie, la validité de l'engagement des femmes, qui la combattait, qui expliquait l'engagement de celles des réseaux de soutien par leurs prétendus « amants arabes » (ou kabyles)...

Ce film a pour but de nier la profondeur de l'engagement politique. Il se place dans la ligne de ces journalistes et auteurs colonialistes qui ont toujours cherché à diffamer, à salir les militants de gauche anticolonialistes... A vrai dire, le capitalisme a besoin, pour se maintenir, d'accroître la « dépolitisation » du peuple. Un de ses moyens consiste à minimiser ou nier la validité de l'engagement politique en général, et de la femme en particulier. Ce film est l'un de ces moyens.

« Peu importe que certains de ces auteurs de films professent des idées de gauche. L'important, c'est ce que l'on fait et non ce que l'on se prétend. Robert Lacoste se disait bien homme de gauche ! Les auteurs de ce film ont fait la preuve qu'ils sont les agents d'intoxication du peuple au service (bien payé) du capitalisme. »

— Pas d'accord : a répondu Jean-Jacques-Vernon à son interlocuteur, après avoir pris connaissance de sa lettre. J'admets qu'il est regrettable que l'on puisse identifier M^{re} Mireille Glaymann à Dominique (l'avocate de L'Insoumis) ; mais cette identification n'est possible que si l'on connaît mal les faits réels. Où je ne te suis plus, c'est lorsque tu assimiles Cavalier à un diffamateur. Les conclusions définitives que tu tires des réserves initiales se traduisent par une accusation grave, profondément injuste. J'insiste sur le mot injuste. Tu parles de ceux qui expliquaient l'engagement des femmes dans les réseaux par des liens sentimentaux ou des raisons se situant au niveau du bas-ventre, mais il y a précisément dans le film une dénonciation claire de cette argumentation infecte ; c'est

au moment où le « pied-noir » dit à Thomas : « Moi, je la mettrais dans une pièce avec trois ou quatre de ces copains d'ici et tu verrais, une demi-heure après, elle laisserait tomber le F.L.N. » Je ne garantis pas tous les termes de la réplique, mais le sens y est. Le personnage du « pied-noir », dans le film, est tellement puant (il parle comme écrit un journaliste de « Minute ») que son astuce se retourne contre lui. A mon sens, c'est de la bonne dialectique... Tellement bonne, que Thomas, le légionnaire abruti par six ans de baroud, ne tombe pas dans le panneau. C'est même à ce moment-là qu'il commence à réfléchir et à redevenir un homme.

« Mais ton argumentation m'inquiète sur un autre point. En niant le droit, pour un créateur (écrivain, poète, peintre, metteur en scène...) de s'inspirer de la réalité, tu le condamnes à travailler dans l'absolu ou dans la tautologie platement descriptive ; dans l'abstrait ou le pléonasmisme jdanovien du soi-disant réalisme-socialiste ; ça va loin... »

— Il me suffit de dire, réplique notre camarade, que, le voudrait-il sincèrement, le réalisateur d'un film ne pourrait appréhender dans sa totalité et son originalité le vécu historique, qui lui est ainsi inconnaissable par essence. Voudrait-il faire œuvre d'historien, il ne pourrait que reconstruire une réalité partielle, donc partielle, dans laquelle il se projeterait.

« Il est certain qu'en tous temps, pays, régimes politiques et systèmes sociaux, l'écrivain, l'artiste, plus encore le réalisateur de film n'a pu, ne peut, ne pourra s'exprimer avec une totale authenticité dans la mesure où cette expression ne sera pas celle de la morale de la société, ou des idées politiques du pouvoir. Plus qu'un autre peut-être le réalisateur de film doit tenir compte en plus, surtout en régime capitaliste, de la rentabilité fi-

naicière et du profit. Personne ne le discute, je pense.

« La question est de savoir si dans certaines circonstances l'honnêteté intellectuelle, politique, n'impose pas de préférer le silence au reniement ; ne doit-il pas, ce réalisateur, renoncer à voir défigurer, dénaturer son projet, quels qu'en soient les inconvénients et conséquences d'ordre moral ou financier ? Serait-il même dans un lien, une situation de subordination impérative qu'il pourrait refuser. Dans « L'Etre et le Néant », Sartre écrivait que le mobilisé qui rejoint son unité doit être tenu pour volontaire pour la guerre, puisqu'il peut préférer, choisir la désertion ou le suicide.

« Je n'ai pas connaissance que les réalisateurs de « L'Insoumis » se soient plaints de pressions d'ordre moral ou politique. S'ils se sont vu imposer des modifications à leur projet, ne fut-ce que pour des raisons de finalité commerciale, ils eussent dû, pu, renoncer à la réalisation.

« S'ils ont conçu leur film en fonction de son succès commercial, ils doivent en supporter pleinement la responsabilité. Rien ne les obligeait à puiser le thème d'un film d'un ro-

n'est donc pas l'histoire du pays qu'il dépouille, mais l'histoire de sa nation en ce qu'elle écumé, viole et affame » (Les damnés de la terre). C'est ce qu'on appelle sans doute un film apolitique... »

— Je ne suis toujours pas d'accord, réplique Jean-Jacques Vernon. Tu raisones comme si Cavalier avait voulu traduire en images l'histoire de Mireille Glaymann. Ce qui n'est pas.

« D'autre part, pas plus que Dominique n'est Mireille, Thomas n'est le

calque du garde-chiourme qui s'est suicidé après l'évasion de notre camarade. Un film est le fruit d'apports complexes. Dans le cas de « L'Insoumis » nous sommes en présence d'une œuvre originale, d'un drame personnelisé, où l'auteur, à partir d'une « réalité partielle » s'est (pour reprendre les termes de Likier) projeté. Dans ces conditions, il serait juste de donner la parole à l'intéressé. Pour ma part, dans l'état actuel de mes informations, je me refuse à le condamner. »

« TOPKAPI »

de Jules Dassin



Maximilien Schell et Melina Mercouri : répétition en chambre.

Un conte des Mille et une nuit, comme on aime à en lire aujourd'hui, selon Dassin, dans les quotidiens...

Shéhérazade, en l'occurrence la belle Melina Mercouri, s'est fait « croqueuse » d'émeraudes ; les émeraudes qui ornent le poignard d'un sultan de cire trônant au milieu des trésors de l'ancien Empire ottoman. Son palais est le musée Topkapi d'Istanbul, l'un des lieux les mieux gardés du monde ; sa cour, quatre voleurs ingénieurs (Maximilien Schell, Robert Morley, Gilles Ségal, Jess Hahn) auxquels s'associera, par la force des choses, le « pigeon » choisi pour le transport du matériel (Peter Ustinov). Le vol apparemment impossible est exécuté avec une virtuosité qui vous coupe le souffle. Peu importe l'issue de l'opération ; vous la connaîtrez bien assez tôt, car l'un des charmes de ce film, de près de deux heures et demie, est que vous ne vous ennuyez jamais.

Jules Dassin a élevé délibérément le cambrioleur au rang des Beaux-Arts. Le cadre exotique et la couleur y sont certainement pour quelque chose, mais le ton encore plus. Sauf à quelques rares moments (la promenade dans Istanbul, les répétitions en chambre...), le metteur en scène réaliste prend, dans « Topkapi », le parti de l'acrobate et du magnéti-

seur : il a fait un film tout en mirages et en chatouillements ; en miroitements de cristaux et en éclats de rire. Rien n'a l'air sérieux ; pourtant tout retient et séduit. Un film vraiment hors-série.

Mise au point de Mireille Glaymann

Texte du communiqué remis à la presse au Palais de Justice le septembre 1964 par M^e Mireille Glaymann, avocat à la Cour de Paris :

Sous le titre L'Insoumis, un film est actuellement projeté, dans quatre salles parisiennes, inspiré de mon enlèvement par l'O.A.S. en janvier 1962. Je tiens à préciser que je suis absolument étrangère à cette entreprise qui non seulement a été réalisée contre mon gré, mais a provoqué de ma part une action judiciaire actuellement en cours. Je ne saurais attendre l'issue de cette instance sans protester vivement contre une œuvre cinématographique qui risque de provoquer les confusions les plus dommageables pour mon honneur et ma considération.

manesque à fins commerciales dans l'histoire de ces dernières années. Les sujets de films ne manquent pas.»

Pour moi ce film a été un acte libre et volontaire dont la signification politique n'a pu échapper à ceux qui l'ont réalisé. Je ne puis admettre aucune des justifications que tu proposes.

« Mais cette signification les réalisateurs n'osent l'assumer ouvertement. Au « Monde » (27-28 septembre), on assure que ce film n'est pas politique. Mieux que moi, Lénine avait défini l'apolitisme comme une hypocrisie, en fait la satisfaction, l'approbation de l'ordre social existant. Quel besoin de s'inspirer pour réaliser un film « apolitique » d'un acte politique contemporain, dont en même temps on dénature la signification sous couleur d'apolitisme ?

— Même la nécessité « commerciale » de la deuxième partie est une duperie. Corneille mettait en balance l'amour et le devoir ; ce dernier l'emportait. On joue toujours « Le Cid » ; « commercialement » parlant cette pièce n'a rien d'un four. Alors...

« Les réalisateurs n'exaltent-ils pas la personne d'un mercenaire, qui vingt ans auparavant eût été un SS ? Un homme qui, volontairement, pour de l'argent, participe aux crimes du colonialisme. Frantz Fanon écrivait du colonisateur « l'histoire qu'il écrit

Vient de paraître

POLITIQUE

L'AVENIR DE L'AFRIQUE, Jack Woddiss (traduit de l'anglais). — Une analyse des principaux problèmes qui se posent aux nouveaux Etats africains en lutte pour l'édification d'une vie nouvelle. — Ed. Maspéro, dans la collection Cahiers libres.

ESSAI

LES GROUPES SOCIAUX. FORCES VIVES ? Henry Thery. — Ces groupes se substitueront-ils aux partis politiques pour devenir les seules cellules vitales de la société contemporaine ? Ed. du Centurion.

ROMAN

LES PORTES DE LA FORET, Elie Wiesel. — Dans une Hongrie meurtrie par la persécution raciale, Gregor rencontre un ami dont la vision le suivra partout dans sa vie de proscrit. — Ed. du Seuil.

LIVRES

Le sadisme au cinéma

La violence étant « ce qui éveille avec le plus de facilité », G. de Coulteray s'est évertué à recenser tout ce qui, en 60 ans de cinéma, est particulièrement propre à tenir en alerte l'esprit du spectateur. Du premier coup de poing de « Great train robbery » (1903) à « James Bond », toutes les formes de meurtrissures et de supplices (physiques et moraux) sont passées en revue avec érudition. De nombreuses touches d'humour et 200 illustrations renforcent l'attrait des descriptions et rendent la lecture de cet ouvrage fort agréable. (Edit. Le Terrain Vague : 36 F.)

EN BREF

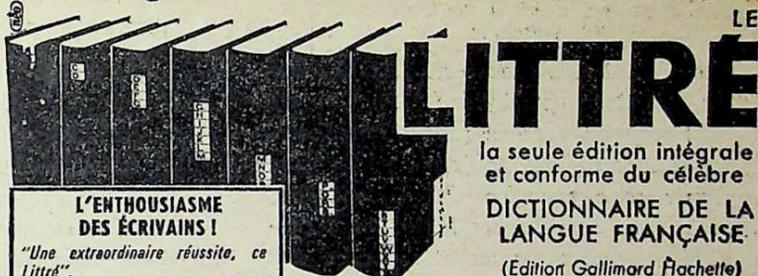
Liberté à l'envers

Les censeurs au service du Caudillo ont estimé, comme J.-J. Vernon (voir « T.S. » du 24 octobre), que : « Et vint le jour de la vengeance », de Fred Zinnemann, était un film antifranquiste : ils en ont interdit la projection en Espagne...

De ce côté-ci des Pyrénées, les gardiens de la morale publique (comme on dit) se sont également fait remarquer : ils viennent d'interdire à l'affichage (pratiquement à la vente), l'ouvrage de Georges de Coulteray « Le sadisme au cinéma » (36 F.) Ce livre n'a pourtant rien de scandaleux : l'auteur s'est plu à recenser, avec une rare érudition et non sans humour, toutes les formes de violences, de meurtrissures et de supplices qui, en 60 ans de cinéma, ont émaillé les meilleures et les moins bonnes productions. Mais peut-on demander à un policier d'avoir le sens de l'humour ?

Une centaine d'écrivains, de poètes, de réalisateurs, de journalistes (dont nos amis, Paul-Louis Thirard et J.-J. V.) ont signé une protestation contre cette interdiction sournoise. Il est recommandé de se solidariser en écrivant à l'éditeur : Le Terrain Vague, 23-25, rue du Cherche-Midi, Paris-6^e.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAU
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Rochette)

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "Bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivory, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Lib. J. H. PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....
Adresse.....Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....
T. S. 7

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 28 oct. au 3 novembre

QUATRE GARÇONS DANS LE VENT

D'OCTOBRE 1917

A OCTOBRE 1964

Le limogeage de M. Khrouchtchev comme secrétaire général du Parti communiste de l'U.R.S.S. et président du Conseil des ministres a indiscutablement ouvert en U.R.S.S. une crise de caractère assez nouveau. Certes, les conditions de l'éviction s'apparentent aux révolutions de palais traditionnelles : sans discussion publique, sans délibération connue, sans explications de l'intéressé, un homme qui jouissait apparemment de l'approbation générale jusqu'à la dernière minute, qui s'était acquis une large audience populaire à l'intérieur, et une grande autorité à l'extérieur, est soudain rayé de la carte par une assemblée secrète de ses pairs. Le sang ne coule pas, les portes d'une cellule ne se ferment pas sur lui, mais un silence total le retranche du monde d'une minute à l'autre. La stupéfaction de ses amis est aussi complète que celle de ses adversaires. Seuls les membres du noyau dirigeant qui l'ont démis de ses fonctions peuvent faire le compte des griefs qui lui sont portés de divers côtés. A cet égard, la fin de Khrouchtchev est entourée du même mystère que celle de Joukov, de Beria, de Malenkov, et même de Staline. Khrouchtchev succombe à un système qu'il avait ébranlé, mais non détruit, à une machine dont il se servait en essayant de la réformer. L'opinion publique n'existe pas encore en U.R.S.S., pour les questions politiques. L'éviction du chef reconnu prouve que la bureaucratie dirigeante est toujours en mesure d'agir sans craindre d'être contredite, mais sans oser laisser le leader dépossédé exposer ses vues et répondre aux critiques.

Pourtant on s'interroge aujourd'hui plus qu'hier, et parmi les communistes comme dans tous les pays, sur les raisons de cette défenestration. Cette persistance de procédés que beaucoup de gens croyaient révolus, ce démenti à une « libéralisation » que l'on pensait voir s'accroître, soulèvent deux ordres de questions : d'abord, pourquoi Khrouchtchev a-t-il été écarté ? et ensuite, pourquoi la façon de l'écarter ressemble-t-elle tellement aux anciens procédés ? Il est probable qu'il y a un lien entre les deux questions.

Si les divergences qui se sont fait jour au Présidium du P.C. de l'U.R.S.S. avaient été secondaires, s'il ne s'agissait que de nuances dans la politique à suivre à l'intérieur et à l'extérieur, on pourrait admettre que Khrouchtchev aurait pu être incité à modifier son action et ses perspectives, ce qui a dû lui arriver déjà plusieurs fois. Mais si la conciliation s'est révélée impossible, il faut admettre

que les oppositions étaient radicales, et il n'y avait plus de recours, pour l'appareil, qu'à un étouffement bureaucratique brutal.

Toutes les informations recueillies depuis quinze jours tendent à montrer que la politique extérieure de l'U.R.S.S., comme Etat, n'était pas gravement en cause. Brejnev et Kossyguine ont vite entrepris de faire connaître la continuité de la politique soviétique dans ce domaine. La coexistence, la recherche de compromis internationaux, à l'abri de la puissance nucléaire, restant à l'ordre du jour. Il est possible, et même vraisemblable, que Khrouchtchev sondait plus loin que d'autres les possibilités d'une détente avec l'Allemagne fédérale, avec l'Inde, avec les pays de l'Amérique latine, et même avec les Etats-Unis. Mais cette politique découle pour le moment d'impératifs auxquels les nouveaux dirigeants seront eux aussi obligés de se plier, surtout au moment où Johnson a les plus grandes chances d'être réélu président et où la Grande-Bretagne a un Premier ministre travailliste. Le Présidium du P.C. de l'U.R.S.S. ne pouvait mieux souligner qu'il ne l'a fait que ce n'est pas dans ce domaine que se situent les causes principales de l'éviction de Khrouchtchev.

Restent les raisons tirées de l'évolution du mouvement communiste international, et surtout de la situation intérieure de l'U.R.S.S. Si l'on jette un simple coup d'œil sur la gravité de ces problèmes, il semble réellement que **la crise des relations avec la Chine ainsi qu'avec les pays de l'Est européen et les partis communistes d'Europe ait servi de révélateur aux difficultés de la situation intérieure de l'U.R.S.S., sur le plan économique, administratif et politique.**

Les succès scientifiques et la croissance de l'économie planifiée en U.R.S.S. ne doivent pas faire oublier que la situation est loin d'être brillante. Les plans s'exécutent mal, au milieu de remaniements constants, d'ajustements de tous ordres au jour le jour, et ils laissent en arrière une production agricole qui ne parvient pas à suivre la croissance de la population. Les grands Sovnarkhozes, comme les régions administratives, subissent des poussées centrifuges, suscitent des rivalités. Centralisation et décentralisation s'opposent, jusqu'au niveau des entreprises où l'on tente d'élaborer une politique « autonome ». Les rythmes de croissance des différentes branches de l'économie sont de plus en plus disparates. Tous ces processus conduisent à un renforcement de la main-

mise du parti sur l'ensemble de la vie économique et sociale. Le P.C. divisé en deux grandes branches, devient de plus en plus l'appareil dirigeant direct de l'industrie et de l'agriculture. Sans lui, l'ensemble du système risque de se désagréger.

Mais en même temps, Khrouchtchev lançait sans cesse des appels à la base, au consommateur, au citoyen pour qu'ils critiquent, suggèrent, dénoncent tout ce qui les heurtait encore dans l'administration. Il déchaînait souvent contre l'appareil du parti les besoins des masses. Mieux : il préparait une Constitution nouvelle, qui devait être celle de l'Etat « de tout le peuple », et non plus celle de la « dictature du prolétariat ». Et il semble que ce projet de Constitution devait donner au parti une nouvelle fonction dans l'Etat. Il n'aurait été qu'une avant-garde, laissant à de grandes associations socialistes la gestion de la vie sociale, et même économique. De tels projets ont alerté les cadres moyens et supérieurs du Parti et de l'économie, d'autant plus qu'ils se préparaient dans une atmosphère analogue à la transformation des relations dans le mouvement communiste international. **L'U.R.S.S. était à la veille d'une grande mutation politique et sociale.** Khrouchtchev l'encourageait, mais il était aussi obligé de respecter l'ordre ancien. Et cette mutation se préparait pendant une période dangereuse : rupture avec Pékin, difficultés avec tous les partis communistes importants du monde.

Dans ces conditions, on s'explique mieux la conjoncture qui a entraîné la chute de Khrouchtchev. Une sorte de « contrat des non » s'est conclu entre ses divers adversaires. Il s'est heurté à une coalition conservatrice, incitée à la prudence, et qui ne ressemble pas à un retour au stalinisme.

On peut alors se demander comment les nouveaux dirigeants affronteront les mêmes problèmes que leur prédécesseur. C'est en quelque sorte vers une nouvelle révolution d'octobre, bouleversant les structures présentes de l'U.R.S.S., que Khrouchtchev engageait le pays. Ceux qui l'ont renversé se sont mis en travers. L'avenir proche, à travers la discussion ouverte dans le mouvement communiste international, montrera s'ils exprimaient les aspirations profondes du peuple. Mais, quelle que soit l'issue de la lutte engagée, il est évident que dès à présent celle-ci intéresse tous les socialistes — et pas seulement les communistes.

Pierre Naville